



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de la santé

HESA • NUMÉRO 016 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 26 septembre 2006

Président

M. Rob Merrifield

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de la santé

Le mardi 26 septembre 2006

• (1550)

[Traduction]

Le président (M. Rob Merrifield (Yellowhead, PCC)): La séance est ouverte. Je crois que nous sommes tous prêts à commencer. Si la vice-présidente pouvait seulement prendre en main son groupe... ce serait apprécié.

Le groupe de témoins que nous accueillons est très intéressant. À la dernière réunion, nous avons eu l'occasion d'entendre le point de vue du ministre. C'était très énergique, nous avons beaucoup d'intérêt pour ce que les gens avaient à dire, et les questions étaient très bonnes. Le groupe de témoins que nous accueillons aujourd'hui est tout aussi bon.

De l'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie, nous accueillons Mme Cora Craig. Nous sommes heureux de vous recevoir. De Jeunes en forme Canada, nous accueillons M. Mark Tremblay. Nous sommes heureux de vous recevoir. De l'Université Queen's, nous accueillons M. Ian Janssen.

Nous allons entendre vos exposés dans l'ordre donné. Je cède donc la parole en premier lieu à Mme Cora Craig.

Mme Cora Craig (présidente et directrice générale, Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie): D'abord, je vous remercie beaucoup de nous avoir invités ici à parler d'un sujet qui est très important. Je vais d'abord parler un peu de notre institut, puis je présenterai des données et quelques recommandations.

L'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie alimente les discussions sur la politique fédérale relative aux activités physiques depuis 1981. Ces derniers temps, nous collaborons très étroitement avec nos homologues provinciaux et territoriaux responsables de l'activité physique et du sport. Ce faisant, nous étudions les données scientifiques, la capacité d'intervention du système, des choses comme les stratégies nationales en cours d'élaboration. Nous avons participé à la création de la stratégie pancanadienne d'activités physiques et donné des conseils sur la stratégie pour une vie active et ainsi de suite. Ce qui est encore plus important, ce dont je vais vous parler aujourd'hui, c'est la situation actuelle comme en font foi les statistiques démographiques, puis ce qui se passe, et nous en avons la preuve, dans les municipalités et les écoles.

Les données que je présente proviennent de notre système de contrôle de l'activité physique, qui englobe une série d'indicateurs divers, depuis la politique officielle jusqu'aux pratiques relevées dans divers milieux, en passant par des facteurs individuels influant sur le comportement, par exemple, les attitudes, le rôle de soutien de certains acteurs sociaux (p. ex. les parents qui appuient leurs enfants) et les activités relevées dans certains milieux et dans certaines collectivités. Nous réunissons périodiquement des données de cette nature depuis 1995, suivant un cycle quinquennal, et nous avons parcouru la majeure partie de notre deuxième cycle. M. Tremblay

abordera probablement aussi un peu les données que je vais présenter. Elles proviennent en partie de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. Par ailleurs, elles sont tirées de nos propres enquêtes — surveillance de l'activité physique, l'enquête auprès des écoles — et d'enquêtes municipales. Je voulais souligner que, même si nous nous adonnons à cela depuis 1981, nous savons surtout relever les habitudes des adultes quant à l'activité physique pendant les loisirs. Ce n'est qu'en 2000 que nous avons commencé à nous concentrer sur la situation des enfants.

L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes montre que 70 p. 100 environ de nos enfants ont un taux d'activité qui correspond à 30 minutes de marche tous les jours. Ils sont nettement plus actifs que les adultes. Cependant, d'après d'autres consignes, internationales celles-là, qui recommandent l'équivalent de six METS, ou l'équivalent d'une heure de marche, nous constatons qu'il n'y a que 20 p. 100 environ de nos adolescents qui déclarent un tel taux d'activité physique pendant leurs loisirs.

Dernièrement, nous avons commencé à nous intéresser aux mesures objectives de l'activité physique chez les enfants et les adolescents de 5 à 19 ans; nous venons d'ailleurs de terminer une étude auprès de 6 000 enfants appelés à porter un podomètre et à compter leurs pas tous les jours. Cela comprenait l'activité physique faite pendant les loisirs, la marche faite pour se rendre à l'école, les cours d'éducation physique, les loisirs, etc. Nous avons constaté que les garçons, en moyenne, font plus de pas que les filles — à peu près 12 000 tous les jours. Chez les filles, le nombre de pas tourne autour de 10 500. Il y a des différences d'un endroit à l'autre au pays: en Colombie-Britannique et dans le Nord, les enfants font un plus grand nombre de pas que dans l'Est, ce qui confirme les données relatives aux loisirs des adolescents tirées de l'ESCC, ou Enquête sur la santé des collectivités canadiennes. Nous constatons également un déclin marqué de l'activité physique selon l'âge, chez les garçons et les filles à la fois, aussi bien dans le groupe des 5 à 9 ans que chez les adolescents. Les garçons de 5 à 10 ans accumulent quelque 12 500 pas par jour, par rapport à 10 000 pas chez les adolescents. Chez les adolescentes, le déclin est un peu plus marqué.

On dirait beaucoup de pas. Mais est-ce suffisant? Il est très difficile pour nous de répondre à cette question. Un grand nombre de lignes directrices différentes font actuellement l'objet d'études à ce sujet. Entre autres, il y a les travaux d'Epstein, qui fixe l'activité quotidienne à l'équivalent de 120 à 150 minutes au total. Cela correspond donc à nos données sur les pas. Pour les pas, le seuil critique se situerait autour de 15 000. Il n'y aurait donc que 15 p. 100 de nos enfants qui répondent à ce critère. Encore une fois, la différence est très nette entre les garçons et les filles, et le déclin est assez marqué d'un groupe d'âge à l'autre. Ainsi, nous constatons qu'environ 20 p. 100 des enfants de 5 à 10 ans répondraient à ce critère. Chez les adolescents, ce serait environ 9 p. 100.

Si nous étudions les préférences des enfants, les activités auxquelles ils aimeraient s'adonner durant leurs loisirs, les parents affirment que la plupart des enfants préfèrent divers types de caractéristiques. C'est la majorité. Par exemple, nous constatons que le quart environ des enfants ayant une préférence quelconque affirment qu'ils aimeraient mieux faire quelque chose de plus actif. Chez les adolescents, cette donnée est moins élevée aujourd'hui qu'elle l'était il y a cinq ans. Là où la distinction est faite entre les activités structurées et les activités non structurées, ce sont les dernières qui l'emportent. Entre l'intensité vigoureuse ou l'intensité moyenne de l'activité, aucune différence n'est notée; et entre l'activité compétitive et l'activité non compétitive, c'est la dernière qui semble être préférée.

Si nous étudions ce que font les parents pour encourager les activités des enfants, nous voyons que le tiers environ déclarent s'adonner à des jeux actifs avec leurs enfants, mais un autre tiers affirment que c'est rarement le cas.

La bonne nouvelle, peut-être, c'est que maintenant — à l'inverse de la situation qui existait il y a cinq ans —, les parents sont plus enclins à révéler qu'ils s'adonnent à des jeux actifs avec leurs filles. Cela témoigne du bon travail accompli pour mettre en place des stratégies visant à encourager l'activité physique chez les filles.

Les parents peuvent également s'occuper du transport des enfants en vue d'une activité; environ 55 p. 100 des parents affirment qu'ils le font, mais ce taux est inférieur à ce qu'il était il y a cinq ans. De même, les parents travaillent à titre de bénévoles à l'école ou à l'occasion d'activités sportives ou de loisirs; environ 40 p. 100 d'entre eux, grosso modo, sont bénévoles. Encore une fois, c'est inférieur à la situation d'il y a cinq ans. De même, les deux tiers des parents fournissent un appui financier quelconque pour encourager la participation de leurs enfants à une activité physique.

La plupart des municipalités prévoient des programmes d'activité destinés aux enfants. Dans 66 p. 100 des cas, les responsables évoquent des programmes conçus pour les enfants à risque, et dans 65 p. 100 des cas, la municipalité propose une réduction aux familles à faible revenu, de sorte qu'il y a encore une certaine marge de manoeuvre.

Il existe des obstacles à l'accroissement de l'activité. Selon le tiers environ des parents, il n'y a pas suffisamment de programmes et d'installations près de chez eux pour que leurs enfants soient actifs. De même, le quart environ affirment que les heures d'ouverture et les heures de cours ne répondent pas aux besoins de leurs enfants.

L'école elle-même est un autre milieu où nous essayons d'encourager l'activité physique. Moins de 20 p. 100 des enfants s'adonnent à de l'éducation physique quotidiennement à l'école; néanmoins, les parents croient que c'est là une bonne source d'activité physique pour leurs enfants, que c'est là qu'ils sont actifs.

Moins de la moitié des enfants déclarent aimer vraiment les cours d'éducation physique, ou du moins leurs parents disent qu'ils les apprécient, et un nombre équivalent, qui représente environ 40 p. 100, affirment que les occasions offertes répondent réellement aux besoins de leurs enfants.

Selon la documentation, que peut-on faire pour accroître le taux d'activité physique? Les rassemblements populaires constituent un exemple. Il existe plusieurs programmes, par exemple l'autobus scolaire pédestre associé au programme Vert l'action. Il y a aussi les campagnes de marketing social. Il y en a un bon exemple aux États-Unis, la campagne VERB, qui a permis de sensibiliser les enfants et les adolescents, et de susciter chez eux une évolution de l'attitude.

Les données montrent que ce qui est efficace, c'est un seul et unique message qui soit clair, et non pas de multiples messages.

Les recherches ont également confirmé que les programmes visant à accroître l'activité physique à l'école même, les cours d'éducation physique et le soutien social des parents et des pairs portent fruit.

Les programmes communautaires et les stratégies de modification de l'environnement — par exemple, permettre aux enfants de jouer dans des lieux plus sûrs — sont prometteurs, mais peu de recherches ont été effectuées à ce jour pour démontrer leur degré d'efficacité.

Tout de même, nous savons que les enfants qui jouent dehors après l'école ont tendance à être plus actifs que les autres enfants, mais nous ne savons pas si les enfants qui ne jouent pas dehors joueraient plus s'ils étaient appelés à se retrouver dehors, justement, après l'école. Néanmoins, l'approche semble prometteuse.

Le véritable défi qui se pose à nous consiste à réorganiser l'activité physique pour qu'elle s'intègre à la vie des enfants et qu'elle devienne chez eux la norme.

• (1555)

Nous devons faire en sorte que les endroits où les enfants vivent, jouent et apprennent soient conçus pour accueillir l'activité physique. Dans le contexte, il faut vraiment insister sur les besoins et les préférences des enfants. À propos des filles et des enfants provenant d'une famille à faible revenu en particulier, je dirais qu'il nous faut voir quels sont les défis à relever.

Nous recommandons l'institution d'une campagne de marketing social qui tient compte des besoins et des intérêts des enfants. La campagne doit comporter un message qui soit clair et simple, et un seul. On se soucie beaucoup du problème de l'obésité, mais je ne crois pas que la solution réside dans une campagne de lutte contre l'obésité destinée aux enfants eux-mêmes.

Nous devons chercher plutôt les causes profondes et envisager une campagne axée sur le régime alimentaire ou l'activité physique. En particulier, je ferais valoir qu'il ne faut pas combiner les messages en question. Il faut se le rappeler: un message qui soit clair, et un seul. Nous pouvons organiser de multiples campagnes, mais chacune doit comporter un message clair. Les campagnes doivent perdurer, de façon à se renforcer mutuellement. Elles n'ont pas d'effet immédiat.

Nous devons envisager des modifications de l'environnement en vue d'accroître l'activité physique et songer, par exemple, à aménager des sentiers pour l'activité physique, des pistes cyclables et des installations pour l'activité physique, et chercher des façons d'encourager les jeunes à s'en servir.

Nous devons étudier aussi la possibilité d'adopter des politiques qui encouragent l'éducation physique obligatoire dans les écoles. Il faut lier celle-ci aux résultats scolaires, pour que ce soit vraiment obligatoire et pour que nos objectifs leur soient clairement associés.

Nous devons également surmonter certains des obstacles sociétaux qui se présentent: je crois que c'est vraiment un problème de société, un problème systémique. Nous devons regarder nos réseaux de transport en vue d'encourager les déplacements actifs chez les enfants et d'assurer leur sécurité. Et il faut voir aussi combien de temps les jeunes passent devant les écrans de toutes sortes.

Je recommanderais également de réserver 15 à 20 p. 100 de tous les budgets à l'évaluation des programmes, pour que nous puissions vraiment comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et pourquoi. Alors, il faut diffuser les résultats des évaluations pour donner forme à la documentation scientifique, pour ajouter à l'édifice des connaissances, pour que les idées fructueuses circulent d'une collectivité à l'autre.

Merci.

● (1600)

Le président: Merci beaucoup. J'apprécie vos observations.

Accueillons maintenant, de Jeunes en forme Canada, M. Mark Tremblay.

M. Mark Tremblay (président du conseil d'administration, Jeunes en forme Canada): Au nom de Jeunes en forme Canada et du milieu canadien de la science des exercices chez les jeunes au Canada, je vous remercie de l'occasion qui m'est offerte de témoigner. Je remercie également le comité de s'attaquer à cette question importante. Nous sommes disposés à travailler avec vous pour faire progresser le dossier.

Vous devriez avoir une série de diapositives. Dans bien des cas, je vais passer au travers rapidement, et voilà pourquoi vous avez les autres documents pour vous aider à assimiler l'information plus tard.

Il y a un petit bulletin, dont je traiterai pendant la deuxième moitié de mon exposé, et un grand bulletin, qui donne tout le contexte scientifique et explique le traitement des notes tirées du petit bulletin. Je ne vais donc pas consacrer beaucoup de temps à cela. Vous pouvez en faire la lecture.

Il y a aussi une feuille qui vous renvoie à notre page Web, où l'information peut être téléchargée dans les deux langues, si vous avez besoin d'autres exemplaires.

Je vais donc y aller diapositive par diapositive, pour que vous suiviez bien. Il y a quatre grands points à faire valoir.

Premièrement, j'avancerais que les approches artificielles ou institutionnelles qui sont mal avisées du point de vue écologique sont probablement insuffisantes si nous voulons optimiser la santé des enfants et maintenir un poids santé. Je donnerai des précisions là-dessus.

Deuxièmement, il y a la qualité des données, et Cora a présenté des données assez volumineuses. Nous allons aussi traiter des données, Ian et moi, dont certaines sont soit contradictoires, soit insignifiantes dans le monde où nous vivons. Je veux donner quelques exemples de données de qualité et de la manière dont l'évolution de notre cadre de référence au fil du temps se répercute sur la qualité de nos données.

Je veux présenter les résultats du bulletin de Jeunes en forme Canada, qui, à mon avis, regroupent les informations que vous recherchez au comité en un bloc bien serré, puis expliquer certaines de nos recommandations.

Par syndrome de manque d'exposition à l'environnement naturel, nous entendons la situation que vivent nos jeunes, et nous-mêmes, de plus en plus, soit de nous retrouver de moins en moins souvent dehors, de sorte que nous sommes moins actifs. La citation tirée de *Last Child in the Woods* résume très bien la situation: « J'aime mieux jouer en dedans parce que toutes les prises de courant sont là. »

Les enfants n'ont certes pas aujourd'hui le même cadre de référence que j'avais quand j'étais moi-même enfant.

Et ça se poursuit:

Fait paradoxal, l'épidémie d'obésité chez les enfants a coïncidé avec une augmentation marquée du sport organisé chez les enfants. Cela ne veut pas dire que les sports organisés alimentent l'obésité; c'est plutôt qu'une enfance trop encadrée, où l'horaire est chargé...

Et une autre réflexion...

Les loisirs sont non plus un truc spontané, mais plutôt une activité organisée et régimentée: les parents s'entraînent au gymnase pendant que l'enfant joue au soccer et au hockey dans des ligues avec un horaire, plutôt que dans la cour arrière ou dans la rue devant la maison. Souvent, on met plus de temps à se préparer et à se rendre sur place qu'à s'adonner à l'activité elle-même.

Nous nous sommes peut-être éloignés un peu de l'essentiel.

À titre d'expérience dans mon laboratoire, nous avons essayé de regarder ce qui se passe dans des groupes qui ont préservé un mode de vie agricole traditionnel, par rapport aux enfants d'aujourd'hui. Nous avons étudié les Mennonites du vieil ordre et les Amish qui vivent au Canada. Cela nous a permis de relever des différences remarquables: la fréquence de l'obésité chez les Amish est huit fois moins importante que chez nos enfants à nous; quatre fois moins d'entre eux ont un excédent de poids. Cela reflète très bien ce que la vie devait être à la fin du XIX^e siècle au Canada.

Si nous étudions les niveaux d'activité physique, si nous exerçons une surveillance directe, minute par minute, en faisant porter aux enfants des accéléromètres, nous constatons — je crois que vous ne serez pas trop étonné — les enfants mennonites et amish sont beaucoup plus actifs que vos enfants et que mes enfants, quelle que soit la variable que l'on regarde. Ils y arrivent malgré le fait qu'il n'y ait pas d'éducation physique à proprement parler à leur école, qu'il n'y a pas de structures de sport institutionnalisées chez eux, que bon nombre d'entre eux vivent sous le seuil de la pauvreté.

Si vous deviez participer aux travaux d'un groupe de réflexion sur l'obésité chez les enfants, voilà les premiers éléments de l'information qui vous seraient présentés. Il nous faut une meilleure éducation physique, une meilleure éducation à la santé — j'en conviens. Il nous faut une meilleure infrastructure pour les sports municipaux, j'en conviens. Et cela dépend des revenus. Eh bien, voilà que des segments de la société qui vivent comme on vivait auparavant, avant le syndrome de manque d'exposition à l'environnement naturel, avant que nous décidions de nous confiner en dedans, se trouvent à éviter les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises nous-mêmes aujourd'hui. Il vaut la peine d'y réfléchir.

J'ai aussi une diapositive sur les pas comptés chez ces enfants. Si vous vous rappelez les statistiques que Cora a présentées... les chiffres pour les enfants amish sont nettement plus élevés que ceux des enfants canadiens moyens.

● (1605)

J'ajouterais que, début mai, nous avons réalisé une expérience. Au moment de tester les enfants, chose inhabituelle, il a neigé toute la semaine. Même si Dame Nature jouait contre nous, le nombre de pas de ce groupe était parmi les plus élevés qui soient dans le monde industrialisé. Voilà un point.

La deuxième question consiste à savoir si notre cadre de référence évolue et en quoi cela pourrait avoir une incidence sur la qualité des données. J'ai mis la photo d'une voiture dont le conducteur essaie de s'insérer dans un espace restreint, dans un stationnement. La distance que nous nous autorisons à marcher, que nous autorisons nos enfants à marcher — jusqu'au magasin du coin, jusqu'au parc et ainsi de suite — a-t-elle diminué au fil du temps? La distance que nous étions prêts à franchir pour aller au magasin du coin, enfant, a-t-elle changé? Je crois que oui.

L'enfant que fait voir la diapositive suivante dit ne jamais sembler avoir le temps de faire de l'exercice. À côté, j'ai affiché des données tirées d'une étude auprès de 350 enfants. Grâce aux accéléromètres, nous avons mesuré les mouvements de ces enfants minute par minute. On voit que les enfants ne bougent pas pendant six heures ou plus chaque jour. C'est du temps sédentaire. Ils ont quand même le temps de faire de l'exercice. Le cadre de référence de l'exercice, de l'activité physique, de la quantité d'activités physiques jugées appropriées, à mon avis, s'est rétréci au fil du temps.

Nous relevons les tendances des ménages, où les chaînes de divertissement favorisent un comportement sédentaire. Ici, la diapositive fait voir des lignes. Vous pouvez voir que, durant la dernière génération, nous avons presque saturé les ménages du pays avec deux ou plusieurs téléviseurs, lecteurs DVD et magnétoscopes à cassette, des ordinateurs à la maison, Internet haute vitesse à la maison, la télé par câble ou par satellite à la maison. Il y a une seule ligne qui baisse: c'est la proportion de ménages au pays où il n'y a qu'un téléviseur.

C'est un grand changement survenu sur une très courte période, et cette « invasion des écrans » fait qu'il est difficile de réunir des données. Lorsque nous étions enfants, il y avait un seul téléviseur à la maison. Il se trouvait dans le salon. Il était assez simple pour maman et papa de savoir si vous regardiez trop de télé; il n'y avait qu'une télé, à un seul endroit. De même, je crois qu'il était plus facile pour maman et papa de remplir un questionnaire de l'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie qui demande combien de temps les enfants passent devant l'écran, car il n'y avait qu'un écran.

Ce n'est plus la même situation aujourd'hui. J'ai quatre enfants, et nous avons bon nombre d'écrans à la maison. Je peux vous affirmer que nos enfants n'écoutent pas plus d'une heure de télévision dans le salon, là où je peux les voir, mais il y a un téléviseur au sous-sol. Nous avons deux ordinateurs à la maison. Nous n'avons pas de Game Boy et tout le reste, mais la plupart des familles en ont. Si l'enfant ne passe qu'une heure devant chacun des écrans en question, cela donne six heures par jour, mais maman et papa n'indiquent peut-être qu'une heure sur le questionnaire. C'est la grande difficulté qui se présente quand vient le temps de réunir des données de qualité.

Cela vaut pour notre taille et notre composition corporelle. La plupart des Canadiens d'âge adulte ont maintenant un excédent de poids. C'est notre cadre de référence. La personne moyenne, normale, celle dont vous vous souciez peu, a un excédent de poids. Le hic, c'est que la physiopathologie, les complications médicales, les problèmes de santé ne se soucient pas de ce qui est considéré comme étant normal; ils ne se soucient pas de ce que la surcharge pondérale fait porter au corps, des défis pour le corps et de la manière de s'adapter du corps. Voilà qui présente un problème, je crois, au fur et à mesure que nous avançons.

La dernière diapositive, à la page 3, présente des données à ce sujet. À peu près à l'époque où nous avons réalisé une des « vagues » de l'enquête longitudinale nationale sur les enfants et les adolescents, Ipsos Reid a procédé à un sondage en prenant un échantillon randomisé de parents partout au Canada. Les parents étaient appelés à révéler s'ils avaient un enfant qui souffrait d'obésité ou avait un excédent de poids. Lorsque Statistique Canada procède à une enquête, les statistiques obtenues devraient être à peu près les mêmes. Le graphique présenté ici provient de l'enquête d'Ipsos Reid où les parents ont donné les réponses suivantes: 12 p. 100 ont dit qu'ils avaient un enfant ayant un excédent de poids; 0, p. 100 ont dit avoir un enfant obèse. De fait, les deux statistiques devraient se situer à 27 p. 100 et à 12 p. 100 — la différence est énorme.

Nous nous berçons tous d'illusions, car, encore une fois, la santé tient à la réalité elle-même et non pas à ce que nous percevons, à ce que sont vraiment nos enfants et non pas ce que nous voudrions qu'ils soient.

À propos de la question de la qualité des données, encore une fois, nous ne disposons pas au Canada — sauf pour ce que Cora a présenté grâce à l'utilisation du podomètre — de données sur l'activité physique provenant de mesures directes. Statistique Canada y travaille, et nous aurons cela dans quelques années; les États-Unis appliquent maintenant une telle mesure, dont les résultats viennent d'être publiés en juin. Sur la diapositive, je vous montre une comparaison: l'autodéclaration de l'activité physique, la proportion d'Américains qui satisfont aux lignes directrices énoncées dans le rapport du Surgeon General: 32%. Si vous utilisez un appareil pour mesurer directement l'activité des gens, le chiffre déclaré — 32 p. 100 pour l'autodéclaration — devient 3 p. 100. C'est dix fois moins.

Cela explique peut-être certaines des études qui ne font pas voir un lien si étroit entre l'activité physique et la santé, par rapport à nos attentes: c'est que les données ne reflètent pas vraiment l'activité des gens.

Pour les deux diapositives suivantes, je ne donnerai pas trop de détails. On y voit des informations concernant les mesures prises dans mon laboratoire grâce à un accéléromètre. Cela fait voir comment nous pouvons manipuler les chiffres, suivant la méthode d'analyse qui est adoptée. Les deux graphiques suivants font voir les mêmes données, analysées de diverses façons; ce sont toutes des méthodes valides pour analyser les choses, mais, essentiellement, elles font voir que 0 à 100 p. 100 des enfants satisfont aux lignes directrices en matière d'activité physique, selon le regard que vous décidez de porter sur les données.

● (1610)

Et voici mon plaidoyer: nous avons des présentations de données et des analyses de données très transparentes parce que ce ne sont pas les statistiques que nous présentons au Parlement, ou que vous pouvez mettre à votre crédit, qui changeront quelque chose à la vie des enfants. Il s'agit de modifier leur comportement. Alors, adoptons une norme, une solide méthode d'analyse et appliquons-nous pendant un certain temps.

Je suis ici à titre de président de Jeunes en forme Canada, dont la vision consiste à se donner un pays où les enfants sont actifs et en santé, et dont la mission consiste à inspirer le pays à entraîner tous les enfants et les adolescents dans l'activité physique. Les buts stratégiques de l'organisation consistent à faire de l'activité physique une priorité importante tous les jours dans les familles canadiennes, ainsi qu'à fournir aux décideurs gouvernementaux et au grand public des conseils et de l'expertise sur la façon d'accroître et de répartir efficacement les ressources et les efforts en faveur de l'activité physique chez les enfants et les adolescents. Toute notre raison d'être est là.

Jeunes en forme Canada représente la source de confiance pour stimuler le mouvement visant à faire bouger les jeunes. Une de nos activités principales consiste à produire un bulletin annuel sur ce que nous faisons, pour que nous soyons tous tenus responsables de l'évolution réelle des choses. Nos efforts permettent-ils vraiment de changer la vie des enfants?

Le bulletin est un outil de communication et de soutien conçu pour faire la lumière sur l'état de la situation au Canada tous les ans, c'est-à-dire sur la mesure dans laquelle nous réussissons, en tant que pays, à donner aux enfants et aux adolescents l'occasion de s'adonner à de l'activité physique. Voici le bulletin de l'an dernier: on voit que la note globale, un « D », signifie l'échec. Vous pouvez trouver cela sur le Web. Je ne vous l'ai pas fourni. Et le bulletin de cette année, publié en mai, fait voir un autre « D ». Je ne vais pas passer en revue toutes les notes obtenues; vous avez toutes les précisions voulues.

Nous évaluons plusieurs paramètres qui nous paraissent importants quand il s'agit d'inciter les enfants et les adolescents à pratiquer l'activité physique. Divers indicateurs de l'activité physique — on voit ici le temps passé devant un écran, les sports organisés, les sports non structurés — Cora a aussi parlé de cette question. Les indicateurs familiaux: tous avoisinent le « D ». Des choses très inquiétantes: seulement 36 p. 100 des parents s'adonnent régulièrement à des activités physiques avec leurs enfants, et le tiers ne le fait jamais, ou du moins déclare ne jamais prendre part à des activités physiques avec leurs enfants. C'est insuffisant.

Ici: des indicateurs pour le milieu scolaire et l'environnement local. Il y a là des cas où c'est « incomplet » aussi. Encore une fois, l'ensemble de données à recueillir est effarant. À mesure que le problème s'aggrave, nous devons comprendre avec une précision toujours plus grande quelle est la source du problème. Et quant au cadre bâti et à l'activité physique à l'école, nous disposons de très piètres données au Canada, il n'y a pas de surveillance digne de ce nom et de mécanismes permanents pour réunir les données.

Voici les résultats qui s'appliquent au groupe réuni ici: du point de vue des politiques, la note est un « C- ». Nous avons publié le bulletin peu de temps après les élections. Nous avons donc essayé de nous couvrir un peu. Mais le parti au pouvoir a décidé de réserver 1 p. 100 du budget fédéral de la santé à l'activité physique. Nous attendons toujours de voir comment cela va se dérouler. Le crédit d'impôt commence à s'appliquer, et on a communiqué avec nous, entre autres groupes, pour voir quel devrait être le fonctionnement des mesures incitatives du fisc. Il y a donc de l'activité de ce côté-là, pour ce qui est de l'importance et de la prévalence de la question de la santé publique — c'est insuffisant. Et il y a aussi certains indicateurs de la santé.

Dans le cas des médias, les impressions du bulletin canadien ont dépassé les 40 millions l'an dernier. Il s'agit d'une question très importante pour les Canadiens. Nous sommes submergés de demandes d'information à cet égard, car le bulletin présente toute l'information sous une forme résumée et ne force pas les gens à consulter la documentation. Cela dépasse de loin notre capacité de réponse en tant qu'organisation, mais voilà une idée de ce qui inquiète les parents et les militants du domaine.

Jeunes en forme Canada est né il y a 12 ans. Nous sommes un organisme national qui milite avec passion pour le développement d'enfants actifs et en santé au Canada. Je vous ai donné l'adresse du site Web.

Je veux terminer en faisant une petite publicité gratuite pour ParticipAction. L'avant-dernière diapositive est tirée d'un journal publié à Saint John plus tôt cette semaine. Il est question, dans diverses officines, de réanimer le programme. Cela concorderait avec la recommandation de Cora, soit d'adopter une stratégie de marketing social, une stratégie de communication, de parler d'une voix forte et unie au Canada à ce sujet.

Mes recommandations:

Il nous faut une meilleure surveillance et de meilleures vérifications: trop souvent, les responsables affirment que leur programme est merveilleux, mais, en vérité, il ne change rien à la vie des enfants. Il est très frustrant de faire ce constat, de commencer à jauger les résultats du point de vue de la santé et d'observer que les changements auxquels vous vous attendez ne se produisent pas. Un bon exemple: en Ontario et en Alberta, il y a un programme quotidien d'activité physique. Pour ceux d'entre vous qui avez des enfants en Ontario, s'ils fréquentent l'école élémentaire, demandez-leur s'ils ont fait leur activité quotidienne physique de 20 minutes ou plus, à part l'éducation physique. C'est ce qui est prescrit dans cette province en ce moment. J'ai quatre enfants qui sont visés par cette mesure. La plupart du temps, cela ne se fait pas.

•(1615)

Je suis tout à fait sûr que le gouvernement provincial va signaler que le programme est un succès foudroyant, alors que ça ne s'est pas fait et que ça n'a pas changé la vie des enfants. Les taux d'obésité ne baisseront pas, parce que nous n'avons pas fait de vérifications. Nous n'avons pas cherché à voir si cela change vraiment les choses.

Nous avons besoin de programmes d'éducation physique et d'éducation à la santé.

Nous avons besoin de stratégies globales de marketing social et de communications, ce qui n'est pas le cas en ce moment au pays.

Il faut que les ONG aient de meilleures possibilités et un meilleur soutien. Le budget de Cora s'applique habituellement, si tant est qu'il s'applique, jusqu'au milieu de l'an prochain. Jeunes en forme Canada n'a jamais reçu un dollar du gouvernement fédéral, même s'il a demandé des fonds tous les ans depuis qu'il existe, soit 13 années. Il n'y a pas de mécanismes pour nous soutenir, et nous n'arrivons pas à répondre adéquatement à la demande des gens.

Nous avons besoin de financement pour la stratégie de vie en santé, qui a été achevée en 2003. C'était le gouvernement précédent, mais tout est là. Le travail a été fait. Nous n'avons pas mis cela en place.

Nous avons besoin de modifier et d'améliorer l'infrastructure, et d'adopter des mesures communes des effets sur la santé là où nous modifions le cadre bâti.

Il nous faut d'autres recherches, et il faut que le gouvernement fédéral intervienne non pas pour tout financer, mais, certes, pour faire preuve de leadership.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Accueillons maintenant M. Ian Janssen, de l'Université Queen's.

M. Ian Janssen (professeur adjoint, École de kinésiologie et d'études sur la santé, et département de santé communautaire et d'épidémiologie, Queen's University): Merci à nouveau de l'invitation lancée par Mark et par Cora.

Je fais des recherches sur l'obésité depuis dix ans; de fait, j'ai entamé mes études supérieures au moment où j'ai vu que la situation commençait à poser un problème, dans l'intention de régler ce problème. Il est bien de voir que nous en sommes enfin à donner à la situation l'attention qu'elle mérite.

Je suis épidémiologiste. Cela veut dire, dans mon cas, que je m'occupe de surveiller le phénomène de l'obésité. J'étudie les autres facteurs de risque qui entrent en jeu, pour prédire qui est appelé à devenir obèse, ou l'est déjà, et j'étudie les effets de l'obésité sur la santé. Je travaille auprès de nombreux enfants, en plus des adultes.

Aujourd'hui, je vais surtout faire part des résultats d'une très importante enquête internationale à laquelle j'ai mis la main. Il s'agit de l'enquête sur les comportements liés à la santé des enfants d'âge scolaire — enquête internationale réalisée dans 35 pays tous les quatre ans. L'équipe de chercheurs avec laquelle je travaille à l'Université Queen's est responsable du volet canadien de cette enquête. Tous les quatre ans, nous réunissons des données sur environ 10 000 enfants de la sixième à la dixième années à l'école, partout au Canada. Ce que l'enquête a de bien, c'est qu'elle nous permet de nous comparer avec d'autres pays. Les autres pays participants sont, d'abord et avant tout, des pays d'Europe, mais aussi des États-Unis. Nous nous comparons donc avec les pays industrialisés.

Je veux attirer votre attention sur le premier graphique. Il sert à illustrer la prévalence des jeunes physiquement inactifs dans divers pays. Dans un tel cas, c'est la colonne la moins haute qu'il vaut mieux avoir. Cela veut dire alors qu'un nombre moins grand de vos jeunes sont physiquement inactifs. Comme vous le voyez ici, le Canada est représenté par la quatrième colonne à partir de la droite. En comparaison avec ces autres pays, nous faisons très bonne figure, ce qui est étonnant. Je vois bien des visages perplexes. Moi aussi, j'ai été étonné de voir ce résultat.

Mais il faut regarder aussi l'axe, qui fait voir une prévalence des personnes inactives supérieure à 50 p. 100 au Canada. Si nous pouvons affirmer que nous nous comparons bien aux Européens, il n'en reste pas moins que nous connaissons des difficultés ici même au pays. Plus de la moitié de nos jeunes sont inactifs, au regard des lignes directrices européennes à cet égard, qui sont très prudentes. Comme Cora l'a mentionné avant, si nous appliquons des lignes directrices plus rigoureuses, comme nous avons tendance à le faire au Canada, il y a moins d'un adolescent sur cinq qui répond aux critères établis du point de vue de l'activité physique.

Regardons maintenant le deuxième graphique, qui illustre quelque chose de semblable, mais en traitant de la prévalence des jeunes ayant un excédent de poids, plutôt que des jeunes qui sont physiquement inactifs. Encore une fois, on souhaite avoir une colonne courte. Au Canada, malheureusement, nous faisons très, très piètre figure. C'est l'excédent de poids qui est illustré dans ces résultats. Si c'était l'obésité, on pourrait voir la même tendance. Nous y sommes aux côtés des champions d'Europe, c'est-à-dire les pays méditerranéens et les États-Unis. Nous jouons parmi les gros. Nous sommes les plus gros des gros. Cela ne fait aucun doute.

Maintenant, vous vous demandez comment nous pourrions être les plus actifs et, en même temps, les plus obèses? C'est une observation qui rend tout à fait perplexé, et on me pose toujours cette question quand je présente les données dont il s'agit. Comme Mark l'a laissé entendre, nous croyons que la qualité des données peut poser problème, car notre cadre de référence a vraiment évolué au Canada. Il faut se demander ce qui compte ici comme activité physique par rapport à ce qui compte comme activité physique dans les pays d'Europe.

Ce qui est nettement plus important, si nous voulons nous pencher sur la situation de nos enfants au Canada, comme le fait l'illustration de la figure 3, c'est qu'on voit clairement le rapport de gradient entre le degré d'activité physique des jeunes et les probabilités qu'ils souffrent d'obésité. La colonne de gauche représente donc les enfants les moins actifs, et la colonne de l'extrême droite, les jeunes les plus actifs. Et nous voyons que plus les enfants sont actifs, moins il est probable qu'ils souffrent d'obésité. En tant qu'épidémiologiste, je peux vous dire que lorsque je vois de tels gradients de risque, je jubile. Ce sont de très, très bonnes estimations du risque. Les

variables relatives à l'alimentation, quant à elles, sont moins bonnes pour prédire l'obésité au sein de ce groupe particulier. Il y a donc lieu de conclure que nous devons nous concentrer sur l'activité physique pour régler le problème de l'obésité, un peu plus que sur l'alimentation.

Je vais passer la prochaine diapositive — Cora a déjà parlé de bon nombre de ces facteurs — et je passerai à la question de notre degré de sédentarité. L'enquête HBSC renferme de très bonnes données: nous avons demandé à nos enfants combien d'heures ils passent devant le téléviseur et devant l'ordinateur, pendant leurs temps libres. Cela ne comprend pas le temps consacré aux devoirs. La Société canadienne de pédiatrie recommande que nos jeunes passent moins de deux heures par jour devant l'écran. Moins d'un jeune sur cinq satisfait à ce critère au Canada.

● (1620)

L'adolescent moyen au Canada passe près de 35 heures par semaine devant l'ordinateur ou le téléviseur, pendant ses temps libres. C'est presque un emploi à temps plein. Si vous échelonnez cela sur l'année, vous constatez qu'ils passent plus de temps devant l'écran qu'en classe.

À l'évidence, les jeunes ont le temps de faire de l'activité physique. Ils ont beaucoup de temps. Une observation vient le confirmer: si vous étudiez la relation qui existe entre le temps que les enfants passent devant un écran et leur degré d'activité physique, vous constatez que le lien n'est pas très fort. Les jeunes, même les jeunes actifs, ont beaucoup de temps à passer devant l'écran.

Cela m'amène à une autre question. Si vous souhaitez que vos enfants passent moins de temps devant l'écran, il est facile de leur dire de fermer le téléviseur, de s'éloigner du téléviseur, de s'éloigner de l'ordinateur. Tout de même, dans un tel cas, l'enfant sera le plus enclin à choisir un autre comportement sédentaire. Les données tirées des essais de contrôle randomisé le montrent bien: il faut non seulement réduire le temps passé devant le téléviseur, il faut également insister auprès du jeune pour qu'il remplace cela par un comportement actif.

Je vais passer à la figure 4. Je vous montre ce graphique pour mettre en lumière le fait que tous les comportements sédentaires ne se valent pas. Du point de vue de l'obésité, écouter la télévision représente le plus important facteur d'obésité, parmi les comportements sédentaires. On voit aussi que du temps minimum passé devant la télé au temps maximum, les probabilités de souffrir d'obésité doublent.

L'autre point que je souhaite soulever, c'est que les effets en question sont indépendants de toute l'activité physique à laquelle l'enfant peut s'adonner. Autrement dit, si vous prenez deux enfants ou deux adolescents et les comparez entre eux, pour voir combien d'activité physique ils font et que vous constatez que c'est pareil, l'enfant qui écoute le plus la télévision est plus susceptible d'être obèse que l'autre. S'adonner à de l'activité physique et écouter la télévision semblent donc produire des effets indépendants du point de vue de l'obésité.

Le dernier résultat de recherche que je souhaitais porter à votre attention se trouve dans la figure 5. Si je souhaite vous en parler, c'est que lorsque nous traitons de l'obésité, très souvent, nous nous attachons beaucoup au poids. Or, le poids, c'est le résultat. Nous nous soucions du poids, le résultat, sans nous inquiéter vraiment des comportements. Dans le cas de l'obésité, c'est très mauvais.

Si nous observons les personnes en question, nous constatons qu'il existe entre eux des différences nettes sur le plan de la santé, selon le degré d'activité physique. Vous pouvez être à la fois gros et en forme. C'est possible. Si vous regardez la figure 5, le cas des filles obèses en est un bon exemple. Encore une fois, ce sont toutes des personnes obèses, l'échelle donnée étant fondée sur le degré de participation à l'activité physique — du niveau faible d'activité physique au niveau élevé, le nombre de problèmes de santé psychologiques chez les filles en question baisse clairement.

Encore une fois, il nous faut insister sur le fait qu'il n'y a pas que le poids du corps qui compte; les comportements eux-mêmes sont un facteur dans les problèmes liés au poids. Ils ont des effets indépendants de tout effet sur le poids lui-même.

Je vais clore mon exposé. En réalité, c'est un appel à l'aide. Nous avons appris beaucoup de choses ces dernières années dans le milieu de l'obésité. Quand je suis allé aux États-Unis pour m'entretenir avec mes collègues américains, ceux-ci se sont dit impressionnés par le travail que nous faisons au Canada, compte tenu de la taille du pays et de la taille du monde de la recherche ici. Cependant, nos interrogations dépassent nos affirmations en nombre pour l'instant, et la qualité des données tirées de nos enquêtes au Canada fait piètre figure à côté du cas américain. Pour être franc, c'en est gênant.

Il y aurait bien d'autres questions à voir encore. Je n'en ai donné que trois exemples sur la feuille, mais il y a encore bien des questions, et il nous faut plus de soutien et plus d'argent pour la recherche.

Merci de votre attention.

●(1625)

Le président: Merci beaucoup. Nous apprécions à coup sûr ces propos. Ce sont des données très intéressantes, et je suis sûr que nous aurons des questions pénétrantes à poser à ce sujet. Commençons dès maintenant.

Madame Carolyn Bennett, vous avez dix minutes.

L'hon. Carolyn Bennett (St. Paul's, Lib.): Merci beaucoup.

Vu les faits et les données que vous présentez, il est évident que, selon vous, nous ne disposons toujours pas des données nécessaires pour faire la preuve, comme Cora l'a dit, de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas en ce qui concerne la motivation et pour savoir si, encore une fois, nous coupons une grande quantité d'arbres pour produire des dépliants qui ne changent en rien le comportement des gens. Qu'est-ce que vous nous proposeriez, en fait de stratégie?

La deuxième partie de ma question consiste à demander si nous disposons de données qui nous disent que les groupes qui nous inquiètent vraiment, et particulièrement les enfants pauvres, bénéficieraient du retour d'un programme comme ParticipAction?

Mme Cora Craig: Je pourrais essayer de répondre à cette question.

La campagne ParticipAction est reconnue internationalement comme étant une des plus fructueuses à avoir jamais été menée à bien. Une des raisons, c'est que même s'il n'y a pas eu de campagne dans les médias, à la télévision, par exemple, depuis le milieu des années 90, le taux de reconnaissance du nom « ParticipAction » se situe toujours autour de 80 p. 100. C'est de l'ordre de 85 p. 100. C'est du jamais vu, si on fait exception des campagnes antitabac menées de par le monde. Franchement, les autres pays sont très jaloux et adoreraient obtenir ce genre de reconnaissance, mais il y a longtemps que nous n'avons pas eu une bonne campagne.

Les campagnes de marketing social doivent durer longtemps pour bien sensibiliser les gens — et je crois que les gens sont sensibles à la question de l'obésité —, mais il faut sensibiliser les gens à ce qui peut être changé, du point de vue de la société aussi bien que du point de vue des parents et des enfants eux-mêmes. Il faut avoir cela comme toile de fond à nos activités

La campagne VERB aux États-Unis a bien permis de sensibiliser les gens. De fait, elle vient à peine de commencer à produire des modifications de comportement. C'est une campagne qui s'apparente à celle de ParticipAction, et qui compte sur les appuis communautaires, et voilà l'élément clé. Il ne suffit pas qu'un élément fonctionne. Il faut conjuguer cela avec l'appui de la collectivité.

●(1630)

M. Mark Tremblay: Je dirais la même chose. La reconnaissance du nom ParticipAction donne une impulsion énorme au processus. Il n'y a pas que la reconnaissance d'une « marque » qui entre en jeu; il y a aussi des liens positifs faits avec cette reconnaissance; c'est donc légitime. Il appartient aux Canadiens de déterminer si ce devrait être le cas.

Comme je l'ai dit au début de mon exposé, je crois qu'il y a des messages atypiques — une forme d'éducation — qu'il faut lancer aux parents: ce sont des choses très subtiles qui marchent, pendant la journée, en plus des cours de natation et de l'éducation physique de qualité, pour nous ramener au mouvement qui existait durant la majeure partie de notre vie. C'est vraiment important.

À mon avis, il est aussi très important de ne pas se concentrer sur un seul élément. La campagne ParticipAction à elle seule, en l'absence d'une meilleure surveillance, d'une recherche de meilleure qualité, d'une meilleure éducation physique dans les écoles, de plus grands investissements dans l'infrastructure communautaire permettant de promouvoir l'activité physique, l'existence de collectivités accueillantes et ainsi de suite, ne suffira pas. Cela n'a pas suffi dans le cas des autres grandes questions de santé publique; or, celle-ci est très complexe.

Il nous faut choisir plusieurs angles, puis bombarder. Il faudra un effort massif. Ressusciter ParticipAction, établir pour cela un budget de trois ans et dire qu'il y a eu du mouvement et que le problème devrait être réglé — voilà qui ne marchera visiblement pas. Ce qu'il faut, à mon avis, c'est une combinaison de participation avec d'autres éléments susceptibles d'accroître la santé des enfants et aussi de régler d'autres problèmes sociaux.

Mme Cora Craig: Peut-être que je pourrais ajouter au commentaire que j'ai fait plus tôt quand j'ai dit que nous n'avions pas de campagne contre l'obésité, particulièrement une campagne axée sur le marketing social. C'est pour que nous n'en arrivions pas à une situation où nous jetons la pierre à la victime, car j'y vois vraiment un problème de société. Comme Mark le disait, il faudra que de nombreux éléments convergent pour créer un changement. Il faudrait que ce soit le régime alimentaire ou l'activité physique, mais, particulièrement d'après les données dont on dispose, je suis d'accord sur ce point avec mes collègues, il faudrait que ce soit une campagne axée sur l'activité physique.

M. Ian Janssen: Vous avez également parlé de « modification des comportements » dans votre question, et c'est pour cette raison, en partie, qu'il faudra tant de travail et d'effort. Si vous regardez les personnes en question et les modèles de modification des comportements, vous pouvez établir un spectre de l'évolution des comportements, où les gens à une extrémité n'y songent même pas, et les gens à l'autre s'y appliquent depuis des années. Les stratégies et les campagnes de marketing que vous employez seraient alors entièrement différentes, suivant la personne dont il s'agit le long du spectre, de sorte que c'est une question très complexe. Pour une campagne comme celle de ParticipAction, où il s'agit simplement de faire en sorte que les gens s'activent, les stratégies ne sont pas les mêmes que pour une campagne qui s'adresse à des gens qui s'adonnent déjà à de l'activité physique.

L'hon. Carolyn Bennett: À propos des données sur la modification des comportements, je comprends le spectre que vous décrivez: cela va de la personne qui ne sait même pas que c'est important à celle qui s'applique déjà à régler le problème. Pour les projets comme Saskatoon in Motion et pour les lieux où la collectivité s'est mobilisée, du point de vue de l'approche ascendante et de l'approche descendante, est-ce que nous disposons de données qui montrent que Saskatoon aujourd'hui fait nettement meilleure figure que d'autres lieux au Canada?

Comment faire pour repérer les pratiques exemplaires au pays et faire en sorte que les autres collectivités s'inspirent de ce qui fonctionne vraiment, plutôt que d'agir seulement pour que les politiciens se donnent bonne conscience en faisant quelque chose?

M. Mark Tremblay: J'étais à la tête du département de kinésiologie à Saskatoon quand le projet Saskatoon in Motion — c'est maintenant Saskatchewan in Motion et Manitoba in Motion — est né.

Il y a certainement des pratiques exemplaires que l'on peut adopter pour mobiliser la collectivité et faire bouger les choses, renforcer la capacité au sein de la collectivité. En ce moment, l'obésité chez les enfants en Saskatchewan est nettement plus fréquente que dans le reste du Canada, même si Saskatchewan et Saskatoon in Motion sont en place depuis plusieurs années. En moyenne, le niveau d'activité en Saskatchewan est inférieur à ce qu'il est dans le reste du Canada.

Le projet n'a certainement pas réglé le problème. La difficulté consiste à déterminer dans quelle mesure la situation serait pire si ce n'était du projet. Le même raisonnement s'applique à l'évaluation de ParticipAction: nous avons eu ParticipAction pendant 30 ans et les taux d'obésité ont monté en flèche pendant les 30 années en question; par conséquent, ParticipAction ne valait rien.

Eh bien, oui, vous savez, les ordinateurs sont arrivés à l'époque, et les écrans ont envahi les maisons, et les autobus ont remplacé les bicyclettes et ainsi de suite. Est-ce que ParticipAction était censé empêcher tout cela? Dans quelle mesure est-ce que ce serait pire? Il est difficile de le savoir.

Il vaut la peine de mentionner aussi que le projet Saskatoon in Motion, au départ, a été réalisé grâce à un investissement du district de la santé de Saskatoon, qui s'est manifesté après que les groupes, année après année — nous en faisons partie et, je n'en doute pas, c'est arrivé à mes collègues aussi —, se sont réunis pour dire qu'il faut faire quelque chose — santé, éducation, collectivité, habituellement, les groupes, ensemble ... puis ils se sont sauvés en disant: Ce n'est pas à nous de prendre cela en charge. Personne ne va vous faire cadeau d'un chèque

Ce qu'il y a eu d'unique dans cette situation, à Saskatoon, c'est que le district de la santé de Saskatoon est arrivé avec un chèque et a dit:

il faut faire quelque chose, et nous allons commencer à financer des projets. Puis, tout le monde est arrivé et a dit: eh bien, nous allons apporter notre contribution, nous aussi, plutôt que de fuir comme tout le monde le fait habituellement dès qu'il est question des ressources requises.

C'était là des ressources assez modestes qui ont fini par avoir un effet de boule de neige, tout comme le programme ParticipAction. Le temps d'antenne que les responsables ont pu obtenir des médias, les trucs qu'ils ont pu obtenir de l'industrie et ainsi de suite, c'était énorme, c'est encore énorme. C'est certainement une pratique exemplaire à partir de laquelle nous pouvons construire quelque chose. Cela se fait naturellement, en réalité.

Saskatoon in Motion est devenu Saskatchewan In Motion. Puis, le projet a migré vers le Manitoba. Je sais que les responsables d'autres provinces discutent de cette possibilité avec les auteurs du projet.

Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Il faut développer une relation qui se situe à un niveau beaucoup plus intime que ce à quoi on travaille habituellement. Pour cela, il faut du temps. Nous commençons à en voir les bienfaits en Saskatchewan aujourd'hui.

• (1635)

Mme Cora Craig: En outre, si vous examinez Saskatoon in Motion, vous constaterez que cette organisation suit des principes éprouvés. Il existe des preuves du fait que les activités et les campagnes organisées à l'échelle de la collectivité donnent des résultats chez les adultes.

Nous avons moins d'initiatives visant les enfants, mais celles-ci suivent les mêmes principes. Les initiatives étaient plurisectorielles. Elles jouaient sur plusieurs niveaux. Elles comportaient des processus dont l'objectif était d'apporter des changements à l'échelle communautaire, notamment des politiques et des stratégies de modification du milieu. Elles étaient bien dosées, si vous voulez, et il est donc très important que nous procédions à l'évaluation et à la surveillance de ces initiatives d'une façon qui nous permet de déterminer si elles fonctionnent ou non.

Dans le même ordre d'idées, nous disposons d'un système de surveillance qui permet de suivre l'évolution des campagnes de communication et de relever les différences par l'intermédiaire de notre organisation.

Je pense que la situation actuelle au Canada est que nos systèmes de surveillance sont mis à l'essai et sont prêts. L'Enquête canadienne sur les mesures de la santé s'en vient. Elle nous permettra de relever les variations du taux d'activité physique et du taux d'obésité chez les enfants en fonction du temps.

Il existe d'autres moyens d'effectuer des mesures objectives, y compris ceux dont nous disposons.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Demers, vous avez cinq minutes.

[Français]

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de votre présence. Je suis fascinée par ce que vous nous avez raconté. Je suis consciente qu'il y a un problème. Je suis moi-même obèse. Je sais que ce problème est beaucoup plus complexe et qu'il a des racines beaucoup plus profondes que ce que l'on en connaît. Je suis mère et grand-mère. Les habitudes d'alimentation et de jeu ont changé énormément au cours des 30 dernières années, il est vrai, mais je pense qu'on se trompe quand on n'admet pas qu'il s'agit d'un problème d'obésité. Si on ne fait pas cela, on ne va pas à la source du problème. On croit qu'il ne faut pas victimiser les personnes et utiliser le mot « obésité », mais si on ne se dit pas la vérité, on ne règlera jamais le problème.

On a commencé à régler le problème de la cigarette quand on a osé dire que c'était dangereux, que cela pouvait nuire à la santé et que cela pouvait causer le cancer. Cela ne s'est pas fait immédiatement, il a fallu des années. On a commencé à résoudre le problème quand on y a fait face. On refuse de faire face au problème de l'obésité en le contournant constamment, en pensant qu'avec des campagnes comme ParticipACTION et d'autres types de campagnes, on pourra faire en sorte que nos jeunes n'aient plus ce problème, qu'on a causé. Au lieu de leur donner de l'amour et de l'attention, on leur a donné de la nourriture, de l'argent pour aller manger chez McDonald's ou pour acheter un gros sac de maïs soufflé au cinéma.

Si on n'est pas honnête, si on ne parle pas à nos enfants et aux parents de façon honnête, le problème ne se règlera jamais. Je pense que la première campagne d'information devrait s'adresser aux parents, pour les informer des répercussions et des effets négatifs de l'obésité chez leurs enfants. Nos enfants vont mourir plus jeunes que nous, si on n'arrête pas immédiatement.

Personnellement, j'ai toujours été très active. Je suis une grosse femme en forme, mais j'ai quand même des problèmes. Si je ne fais pas attention, mes enfants auront de sérieux problèmes de santé qui vont coûter très cher au système de santé.

C'est ma perception et j'aimerais connaître votre opinion sur ce sujet.

• (1640)

[Traduction]

Mme Cora Craig: Je ne dis pas que l'obésité n'est pas un problème. C'est un problème grave, et je pense que nous le disons aux parents et que nous les sensibilisons à ce sujet. Mes commentaires ne concernent cependant que les communications de masse — des publicités du genre de celle de ParticipAction, qui durent 30 secondes — dont j'ai peur qu'elles stigmatisent les enfants qui souffrent d'embonpoint.

Nous devons organiser toutes ces autres activités d'éducation publique, et peut-être une campagne de sensibilisation visant aussi les parents, mais nous devons faire en sorte que les campagnes visant les enfants aient recours à des images d'enfants et soient adaptées à eux. La question du message est très complexe, et il y a plusieurs messages qu'on doit faire passer, mais, en ce qui concerne les campagnes visant les enfants, je souhaite seulement m'assurer qu'on ne stigmatise pas les enfants.

Il est clair que nous devons faire participer les médecins, par exemple, leur demander de parler aux parents, et il s'agit là d'un rôle d'éducation très important. Nous devons utiliser le système d'éducation pour sensibiliser les enfants au sujet de leur régime alimentaire, de l'activité physique et de l'obésité. C'est l'image que nous avons des enfants qui souffrent d'embonpoint qui me préoccupe.

M. Ian Janssen: Merci de vos commentaires. Ils sont bien reçus. Je suis convaincu qu'il faut appeler un chat un chat. Il est clair qu'il s'agit d'un problème.

Comme le dit Cora, je pense que nous devons être prudents en ce qui concerne les enfants, encore plus qu'avec les adultes. J'ai fait certaines recherches, et les enfants obèses sont plus souvent victimes d'intimidation que les autres. C'est l'un des problèmes liés à l'obésité.

Des chercheurs ont montré des photographies d'enfants souffrant de différents handicaps — des enfants obèses, à qui il manque un membre, qui ont des cicatrices sur le visage, ou encore qui se déplacent en fauteuil roulant. Les chercheurs ont demandé aux enfants: « Avec lequel de ces enfants ne voulez-vous pas jouer? Les enfants choisissent toujours l'enfant obèse. C'est ce qui me fait peur.

Je veux appeler la chose par son nom, mais j'ai peur que les personnes obèses entrent dans un cercle vicieux. Elles n'ont pas d'amis, elles sont stigmatisées, et elles ne sont donc pas en mesure de participer aux activités physiques auxquelles se livrent les autres enfants.

M. Mark Tremblay: Je pense que le point que vous soulevez est important. De nombreuses études, notamment des recherches effectuées récemment par l'Association médicale canadienne, révèlent l'écart qui existe entre la perception et la réalité; ça se passe près de chez nous, mais pas dans ma maison, ça ne touche pas mes enfants. C'est un problème dont il faut prendre conscience, puisque les parents jouent un rôle clé dans ce cas. Si les parents ne prennent pas conscience du problème et pensent: « Mon enfant est gros, mais il va s'en sortir », ou encore « Mes enfants bougent tout le temps ». Si le cadre de référence des parents est faussé et qu'ils pensent qu'il n'y a pas de problème, ils sont peu susceptibles d'intervenir et de modifier leur rôle parental d'une manière qui puisse permettre de régler le problème. C'est une question délicate, mais je pense qu'elle est très importante.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Fletcher, vous avez cinq minutes.

M. Steven Fletcher (Charleswood—St. James—Assiniboia, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais d'abord remercier les participants des exposés qui sont présentés. Je peux vous dire que notre gouvernement, le ministre de la Santé et le premier ministre sont engagés à jouer le rôle de chef de file en ce qui concerne la santé publique. Vous avez mentionné certaines de nos initiatives, notamment le crédit d'impôt et la part du budget de la santé affectée aux activités sportives.

Je souhaite poser deux questions seulement. La première est plutôt fondamentale, mais je crois qu'elle est importante. Voici: est-il possible de prévenir l'obésité?

M. Mark Tremblay: Dans la plupart des cas, oui. Il existe des troubles rares, dont les répercussions, sur le plan clinique, sont étranges, et ainsi de suite. Cependant, les changements spectaculaires que nous avons observés à long terme ne sont pas liés à des mutations génétiques fondamentales ni à une augmentation du taux de prévalence du syndrome de Prader-Willi, ou à un autre problème du genre.

•(1645)

M. Steven Fletcher: L'autre élément qui faisait partie de notre programme, et il s'agit d'une question dont le gouvernement se préoccupe beaucoup, c'est la santé mentale. Je pense que vous en avez déjà parlé de façon indirecte, mais j'aimerais vous offrir l'occasion d'en parler directement. S'il n'est pas toujours possible de prévenir l'obésité et si notre campagne est trop forte... Vous avez parlé de stigmatisation, mais il est possible qu'il y ait des limites que les enfants ne soient pas en mesure de dépasser en ce qui concerne l'obésité ou le fait de souffrir d'embonpoint. Je me demande comment nous pouvons nous assurer de prévenir le mieux possible l'embonpoint ou l'obésité chez les enfants, sans créer de nouveaux problèmes en santé mentale.

Je me demande si vous pourriez parler de cela, et peut-être formuler quelques suggestions à l'intention du comité sur les éléments que vous aimeriez voir figurer dans notre rapport final et qui contribueraient à régler le problème.

M. Ian Janssen: Aux États-Unis, certains cliniciens réalisent des enquêtes auprès de leurs patients obèses, et ils leur demandent: « Que voulez-vous que les gens disent? Voulez-vous qu'on dise que vous êtes « obèse »? Voulez-vous qu'on dise que vous êtes “gros”? Voulez-vous qu'on dise que vous “souffrez d'embonpoint”? Ou préférez-vous que l'on dise que vous avez “un problème de poids”? »

Les gens ne choisissent jamais le mot « obèse ». Ils ne choisissent jamais non plus le mot « gros ». Ils choisissent toujours « problème de poids » — des expressions qui désignent ce qu'il faut dire, mais qui ne sont pas aussi péjoratives. Je pense que c'est peut-être de cette façon que nous devrions aborder la question dans nos campagnes publicitaires et promotionnelles.

M. Mark Tremblay: Je voudrais aussi ajouter que l'importance relative des données permet, à mon avis, de conclure à l'inverse de ce que vous avez dit. Vous vous préoccupez du fait qu'une campagne contre l'embonpoint puisse être trop forte, mais aucun d'entre nous n'appuie l'idée d'une telle campagne. Nous souhaitons faire la promotion de l'activité physique, mais nous n'avons pas de campagne, ce qui fait que nous sommes loin d'avoir une campagne trop forte, à mon avis. De toute façon, vos préoccupations tourment autour du fait que certains enfants qui font face à des problèmes insurmontables puissent avoir à faire face à des problèmes de santé mentale en plus.

En effet, une bonne campagne permettant de faire diminuer le taux d'obésité dans la population contribuera à la santé mentale de celle-ci, cette idée étant solide. Je pense donc que les chances de régler des problèmes sont beaucoup plus élevées que la probabilité qu'on en cause des nouveaux — et je pense que les recherches appuient cette idée.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Priddy, vous avez cinq minutes.

Mme Penny Priddy (Surrey-Nord, NPD): Merci, et merci de vos exposés.

Je souhaite commencer par formuler quelques commentaires, après quoi je poserai quelques questions.

Je n'ai pas parlé de mon petit-fils depuis une ou deux réunions au moins; je m'en voudrais donc de ne pas le faire maintenant. Il y aura quelques diapos à la fin. Mon petit-fils est donc revenu vivre ici après trois ans en Angleterre, et, là-bas, il n'était jamais dans la maison. Il était toujours dehors. Il était toujours en train de courir partout, parce que le village où il habitait est construit de telle manière qu'il pouvait le faire. C'est pourquoi je souhaiterais que

la FCM, la Fédération canadienne des municipalités, ainsi que les personnes qui s'occupent des étudiants qui terminent leur secondaire soient présentes lorsque nous abordons la question, parce qu'il y a tellement de choses que les municipalités pourraient faire au chapitre de l'aménagement urbain.

Je viens d'une ville où, au chapitre de l'aménagement urbain, on a fait ce que vous pouvez imaginer de pire, par rapport au sujet de notre discussion, une ville où vous payez les frais d'aménagement, dont une part revient aux activités de loisirs, pour qu'on mette tout ensemble et qu'on construise une patinoire sept milles plus loin, ce qui n'est d'aucune utilité pour les gens qui vivront dans le secteur nouvellement aménagé. Voilà le genre de partenaires avec qui il faut discuter si nous voulons modifier de façon importante notre vision de la chose.

Une femme de Langley a réalisé une enquête très intéressante sur les obstacles environnementaux qui servent à protéger les enfants lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur, par exemple, en utilisant des haies de plantes épineuses au lieu de clôtures pour contenir les enfants, mais de façon agréable. À Langley, les espaces entourant les immeubles sont agréables, non pas que les enfants y aillent, mais, les espaces étant accueillants, ils ont pour effet que les enfants s'amuse et courent et sautent. Cela ne demande pas de grande réflexion. Il ne s'agit que de s'assurer qu'on tient compte de cela pour chacun des immeubles qu'on construit.

J'ai cette impression que nous parlons — et il ne s'agit pas d'une critique — mais que quelques-uns des principaux partenaires qui sont en mesure de nous aider ne sont pas ici.

Mon autre commentaire porte sur la fin du secondaire. Tous les élèves abandonnent le cours d'éducation physique parce qu'ils n'arrivent pas à l'intégrer à leur horaire, et parce qu'ils n'arrivent pas à suivre suffisamment de cours pour entrer à l'université s'ils suivent le cours d'éducation physique de la douzième année — ou du moins c'est le cas en Colombie-Britannique — ce qui fait qu'on oublie l'éducation physique.

Je pense que ce que vous avez dit au sujet du comportement est intéressant, parce que les principes de gestion du comportement nous enseignent qu'il n'est pas possible de faire disparaître un comportement, comme le fait de regarder la télé, sans y substituer un autre comportement, sans quoi, comme vous l'avez dit, on devient sédentaire, ce qui n'est rien. Il ne s'agit pas d'un véritable comportement.

J'aimerais savoir si les municipalités fédérales ont été vos partenaires actifs dans le dossier au sujet d'une façon d'aménager le territoire qui encouragerait les enfants à jouer dehors, en toute sécurité, et qui favoriserait les activités de loisirs qui n'exigent pas que maman conduise les enfants quelque part. Quand on n'a pas d'argent ou d'auto, on est moins susceptible de conduire ses enfants à la patinoire, puisqu'elle se trouve très loin — et que cela coûte probablement trop cher — alors l'aménagement urbain doit favoriser les activités qui se tiennent près de la maison.

Puis-je vous demander dans quelle mesure les municipalités fédérales ont été vos partenaires ou ont fait preuve de bonne volonté? Comment ont-elles réagi?

•(1650)

Mme Cora Craig: Je dirais qu'elles ont montré beaucoup de volonté en ce sens qu'elles ont collaboré avec nous lorsque nous avons effectué notre enquête municipale. Certaines de nos questions tournaient autour des politiques d'aménagement du territoire, parce que nous nous préoccupons du milieu dans lequel les gens vivent. Nous savons que les milieux comme ceux dont vous parlez qui se trouvent en Angleterre, qui sont plus denses, en ce sens que les gens vivent plus près les uns des autres, qu'il y a des magasins et tout un éventail d'endroits où aller à proximité de chez soi sont au moins liés au fait d'être actifs.

Une autre organisation qui joue un rôle de promotion important à l'échelle nationale dans le secteur en question est Vert l'action. Encore une fois, il s'agit de l'une des organisations dont M. Tremblay disait qu'elles ont de la difficulté à trouver du financement, mais Vert l'action défend avec ardeur certaines idées en matière de transport et de conception de l'espace urbain.

Je crois que ce qui est arrivé au cours des cinq à dix dernières années est que les municipalités et la FCM, qui les représente, se sont de plus en plus préoccupées des questions d'aménagement du territoire. Nous n'avons encore que peu de connaissances dans le domaine. Il nous reste beaucoup à faire, mais nous devons commencer à apporter des changements, parce que lorsqu'on regarde les communautés de Mennonites du vieil ordre et les façons de faire de ce genre, lorsqu'on envisage le passé de nos collectivités, à l'époque où nous ne faisons pas face aux problèmes d'aujourd'hui, on constate que ces collectivités étaient plus serrées et que l'aménagement encourageait les gens à marcher pour se rendre dans les magasins ou au travail, etc.

Mme Penny Priddy: De façon très semblable aux banlieues construites après la guerre, au début des années 50.

Le président: Votre temps est écoulé. Votre temps est écoulé pour ce sujet.

Monsieur Batters, vous avez cinq minutes.

M. Dave Batters (Palliser, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président, et, encore une fois, félicitations pour votre nomination.

Merci beaucoup aux témoins qui se sont présentés devant le comité. Vous avez déjà fourni des idées très pertinentes qui seront d'une grande valeur pour la rédaction de notre rapport. Je souhaite par ailleurs vous remercier d'avoir mis en lumière l'expérience vécue en Saskatchewan, ma province natale. J'avais l'intention de vous demander de parler de la forme physique et de l'activité physique moyenne des habitants de la Saskatchewan, mais vous l'avez déjà fait.

Je voudrais rapidement soulever trois points, le premier exigeant un peu plus de temps. Pour reprendre le sujet abordé par Mme Priddy, je souhaiterais que vous commentiez — vous pouvez choisir qui le fera — l'importance des complexes sportifs et de ces infrastructures essentielles, ces établissements où les enfants, comme tous les citoyens canadiens, peuvent s'amuser et faire de l'exercice comme ils en ont grandement besoin. À Moose Jaw, en Saskatchewan, l'une des priorités les plus importantes à l'heure actuelle tient à la construction d'une installation multiplex. Il s'agit d'une patinoire pour le hockey, d'un centre de curling et d'un terrain de soccer et d'une piste d'athlétisme intérieurs. Ce sera très utile par moins 40 degrés, ce qu'on constatera bientôt. Je suis tout à fait pour la construction de ces installations.

Je suis d'avis que les trois ordres de gouvernement doivent s'engager à construire des installations qui permettront de promou-

voir la forme physique et qui contribueront à l'amélioration de la santé de tous les Canadiens. Je crois qu'il faut faire de cela une priorité. Ces installations contribuent à de saines habitudes d'activités physiques, dont les gens profitent même à la maison, à l'extérieur de celles-ci. Je le sais d'expérience: je songe au nombre d'heures incalculable que j'ai passées à jouer au hockey bottine dans l'entrée de garage, littéralement de l'aube jusqu'au coucher du soleil. Si mon père, Al Batters, ne m'avait pas fait connaître le hockey de compétition, aurais-je été aussi excité de passer huit heures par jour ou plus avec quelques mottes de neige? Probablement pas. Il est clair qu'il y a beaucoup de bonnes habitudes à prendre, et que les installations en question peuvent nous aider à le faire. C'est mon premier point.

Je veux ensuite vous demander de formuler des commentaires au sujet de la valeur — livrez-nous vos impressions de façon honnête — du crédit d'impôt à la santé des enfants. Je sais très bien que vous n'êtes pas ici pour défendre le gouvernement, mais je veux savoir ce que vous pensez de ce crédit d'impôt.

Troisièmement, je crois vous avoir entendu dire, un peu plus tôt, que vous êtes d'ardents défenseurs de la forme physique dans nos écoles. Pour ma part, je crois fortement en l'éducation physique ou l'activité physique obligatoire à l'école. Je suis d'accord avec Mme Craig lorsqu'elle dit qu'il est absolument nécessaire de mettre sur pied une campagne de promotion de l'activité physique.

Ce sont mes trois points, si vous n'y voyez pas d'inconvénients.

•(1655)

M. Mark Tremblay: Je suis sûr que ce sera une chose extraordinaire pour Moose Jaw que d'avoir un nouvel établissement multiplex. Je ne dirais jamais rien de négatif à ce sujet; c'est important. Malheureusement, on en vient toujours à « ceci ou cela. » Les installations serviront aux enfants de statut socio-économique moyen à élevé. Ce sont probablement les mêmes enfants qui joueront au hockey et au soccer intérieur, et leurs parents qui utiliseront la piste d'athlétisme intérieure. Les installations ne serviront pas à tout le monde; elles ne permettront pas de régler complètement le problème. Je crois que ce sera une bonne chose, et j'espère que cela fera augmenter le nombre d'enfants qui jouent au hockey bottine dans leur entrée de garage et ainsi de suite, mais il est clair que ce n'est pas la seule réponse.

En ce qui concerne le crédit d'impôt à la forme physique des enfants, Jeunes en forme Canada a présenté une note d'information au comité à ce sujet et a rencontré le comité. Il est clair que nous sommes en faveur de ce crédit d'impôt. Nous devons nous pencher sur la question, déterminer s'il aura des répercussions. La Nouvelle-Écosse a mis en oeuvre une mesure du genre, mais sans prévoir une composante d'évaluation. La province n'a que deux ans d'avance sur le gouvernement fédéral. On ne peut rien apprendre de cette expérience, puisque personne n'a effectué de vérification solide permettant de déterminer si la mesure fait augmenter le taux d'inscription ou produit d'autres effets. Je recommanderais donc fortement l'examen des répercussions du crédit d'impôt.

Je recommanderais aussi, comme notre exposé le laissait entendre, que nous fassions preuve de créativité et n'institutionnalisions pas le crédit. Nous croyons que les 15 \$ qu'une famille doit déboursier pour aller patiner devraient en faire partie, plutôt que de le réserver aux frais d'inscription de Billy pour le hockey ou de Sally pour la danse, ou toute autre chose du genre.

M. Dave Batters: Je suis d'accord.

M. Mark Tremblay: Je ne pense pas qu'il se trouve personne dans le domaine qui ne soit pas en faveur de l'éducation physique obligatoire de la maternelle à la douzième année. Cela ressort de tous les groupes de réflexion et de toutes les enquêtes. C'est ironique que, à mesure que la situation empire, nous marginalisons l'éducation physique de plus en plus. Cela a encore lieu à l'école que fréquentent mes enfants. Chaque nouvelle année est pire que la précédente. Je n'y comprends rien. Du point de vue fédéral, c'est difficile, parce que le gouvernement n'a aucun pouvoir dans ce domaine précis, mais je n'arrive pas à imaginer que mes collègues ne soient pas en faveur de cette idée.

M. Dave Batters: Mais la moindre chose que le gouvernement fédéral pourrait faire pour promouvoir cela...

Je suis complètement d'accord avec vous en ce qui concerne le crédit d'impôt à la forme physique des enfants. Sans études solides des résultats de ce crédit, sans mesures, nous ne connaissons pas l'effet qu'il a. Nous comprenons bien votre point, monsieur.

Madame Craig.

Mme Cora Craig: Je me contenterai de formuler un commentaire au sujet du crédit d'impôt, et nous avons aussi parlé de cela devant le comité.

Je suis très préoccupée à ce sujet, parce que, compte tenu de la manière dont le crédit d'impôt fonctionne, les gens doivent dépenser de l'argent à l'avance pour obtenir ensuite un remboursement par l'intermédiaire du régime fiscal. À mon avis, cela aura pour conséquence un accroissement des inégalités au pays. Les familles à faible revenu ne pourront se permettre d'avancer 500 \$, surtout si, par exemple, elles comptent quatre enfants, pour obtenir un crédit d'impôt par la suite.

Je m'inquiète du fait que le crédit d'impôt servira et profitera davantage aux familles à revenu moyen ou élevé.

M. Dave Batters: Mais que faites-vous des commentaires de M. Tremblay...

Le président: Désolé, votre temps est écoulé. J'autorise les témoins à compléter leurs réponses, mais je n'autorise pas de nouvelles questions.

Mme Cora Craig: L'autre point que je voulais aborder est le suivant: en Nouvelle-Écosse, on n'a procédé à l'évaluation que du volet financier, et non de l'augmentation du taux de participation. L'évaluation a montré que, pour un crédit d'impôt de 150 \$, le crédit d'impôt moyen dont les familles ont bénéficié était de 17 \$.

Je crois qu'il s'agit d'un bon premier pas, et qu'il est bon de réfléchir à des politiques fiscales, mais je pense que nous devons réellement évaluer les répercussions du crédit d'impôt et voir comment nous pouvons faire pour en raffiner le mécanisme.

Le président: Les témoins ont-ils d'autres commentaires à formuler? D'accord.

Il n'y a pas d'autres noms sur... D'accord, c'est la raison pour laquelle j'essayais d'attirer votre attention, Pat, pour voir si vous...

Guy, voulez-vous aussi poser une question?

• (1700)

[Français]

M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ): Oui.

[Traduction]

Le président: Oui, d'accord. Poursuivons avec votre question, puis nous reviendrons à Mme Davidson.

Monsieur André.

[Français]

M. Guy André: Je vais tenter d'être bref.

Je vous écoute et je trouve vos recherches très intéressantes. Bien sûr, c'est un problème si complexe que je ne sais pas comment on va le résoudre. Comme vous l'avez également indiqué, l'industrie est forte. Les industries de la télévision, des jeux vidéo et d'Internet sont très fortes.

Le contexte social est le suivant: les parents travaillent et arrivent à la maison fatigués, ils sont occupés et les jeunes sont devant la télévision ou Internet. Cela fait un peu leur affaire. Je l'ai vécu lorsque je travaillais dans un CLSC. Il y a des programmes de prévention au Québec, et on se posait des questions. Quels moyens d'intervention envisagez-vous?

Je suis convaincu qu'il faut également agir sur le plan collectif. Vous avez parlé de sensibiliser les individus, les personnes, les parents et la communauté à l'obésité. Il existe également un problème dans la communauté. Il fait beau, mais on ne voit plus un enfant dehors. Ils sont tous à l'intérieur des maisons. Même si quelqu'un dit à son enfant d'aller dehors, il sera tout seul parce que tous les autres enfants sont à l'intérieur. Vous savez, il faut agir sur le plan collectif. Selon moi, notre société tend à valoriser l'inactivité physique par le biais de toutes sortes de formes de jeux et par le biais d'Internet et de la télévision.

Comment peut-on intervenir sur ce plan? Si on n'intervient pas sur ce plan, on pourra faire toutes les études et les recherches que l'on voudra, je ne crois pas que l'on va arriver à une solution.

[Traduction]

M. Mark Tremblay: Il s'agit là de très bons points. Je ne peux qu'être d'accord avec le fait que la question est extraordinairement complexe, et il se peut qu'il n'y ait rien de plus complexe. Ce n'est pas quelque chose de distinct, comme le fait de boucler sa ceinture de sécurité ou de fumer, et ainsi de suite, parce qu'il s'agit de quelque chose de fondamental dans notre vie. L'intervention doit donc se faire aux niveaux individuel, familial, communautaire et scolaire, et elle doit être le fruit de l'initiative de tous les ordres de gouvernement.

Il se peut que nous tournions en rond parce que ça dépasse les gens. On nous demande souvent: « Quelle est la prochaine étape? » Je réponds toujours en disant que cette démarche ne fonctionnera pas. Si c'est la seule chose que vous ferez, ça n'en vaut pas la peine. C'est plus gros que ça, et nous devons y réfléchir plus longuement.

À l'échelle communautaire, je crois qu'il y a des choses que nous sommes en mesure de faire. Je crois fermement en l'idée que le déplacement vers la maison et la diminution du transport actif des enfants vers l'école a été un mouvement de masse. Les gens ont commencé à partir, il y avait moins de vélos sur la route, c'est devenu plus dangereux, les automobilistes ont commencé à conduire plus vite, il y a eu encore moins de vélos, les automobilistes ont conduit encore plus vite, et ainsi de suite.

Je pense qu'on peut renverser la vapeur. S'il y a des vélos et des enfants partout, les gens vont conduire moins vite. Ils demanderont une réduction des limites de vitesse, et les enfants seront plus nombreux à marcher. C'est plus sûr lorsqu'il y a plus d'enfants qui marchent ou qui prennent leur vélo pour se rendre à l'école. Les maniaques qui enlèvent les enfants, font du mal aux gens, les battent ou volent leur dîner ne seront pas là, parce qu'il y a aura des enfants partout.

Je crois que la situation est la même en ce qui concerne les parcs. Il existe différentes démarches que nous pouvons entreprendre pour faire en sorte que les gens y reviennent. Nous pouvons embaucher des gens pour surveiller les parcs. Dans la ville où j'ai grandi, personne ne le faisait, mais ma femme m'a dit qu'elle passait tous ses étés et tous ses temps libres au parc. Les surveillants de parcs, payés par la municipalité, s'occupaient des parcs où ma femme allait. À mon avis, il y a des démarches à entreprendre, et ne rien faire serait une réaction inacceptable.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Davidson.

Mme Patricia Davidson (Sarnia—Lambton, PCC): Merci, et merci aux témoins. Les différents aspects de cette question très complexe que vous avez mis en lumière m'ont beaucoup intéressé.

Mes questions vont en grande partie dans le même sens que celles de M. André.

Dans son budget de 2005, le gouvernement fédéral a affecté 300 millions de dollars sur cinq ans à la Stratégie intégrée en matière de modes de vie sains et de maladies chroniques. Cette stratégie comporte trois parties, et celle qui entre dans la catégorie en question porte sur la promotion de la santé par la lutte aux facteurs qui mènent à une mauvaise alimentation, à l'inactivité physique et à l'excès de poids.

Lorsque je lis cet énoncé, il me vient à l'idée que c'est notre mode de vie dans l'ensemble dont il s'agit. En toute franchise, je ne sais pas où commencer pour modifier complètement le mode de vie. Dans la plupart des cas, il s'agit de deux parents qui travaillent, ou d'une famille monoparentale dont le membre adulte travaille. Il arrive très souvent que les installations ne soient pas à distance de marche de la maison. Il n'est pas réaliste de penser que les municipalités peuvent se permettre de construire ses installations dans des secteurs où elles seraient accessibles à tous à distance de marche. Il va de soi que ces installations coûtent des millions de dollars à construire, ce qui fait qu'on les construit là où elles pourront être utilisées par beaucoup de gens.

Les parents ou personnes qui en tiennent lieu reviennent du travail fatigués. Ils rentrent à la maison et ils n'ont pas envie de commencer à cuisiner un super repas nutritif. Dans le monde d'aujourd'hui, il est plutôt rapide et facile de passer en voiture dans un restaurant-minute et de prendre quelque chose, ou de se rendre au supermarché pour acheter des aliments pratiques qui sont parfois congelés. C'est beaucoup plus facile à faire. Ces repas préparés sont prêts plus rapidement et sans effort.

Nous avons parlé d'activités à l'échelle de la collectivité, mais il y a des cas où les enfants ne sont pas autorisés à jouer dehors. On ne leur permet pas d'aller à vélo dans des sentiers et d'y passer beaucoup de temps, à cause des questions de sécurité que nous avons abordées. Ces questions font toutes partie du mode de vie dans son ensemble, et nous ne parviendrons pas à la base de celui-ci sans remonter à la source pour tenter de modifier le mode de vie ou de le remplacer par une autre façon de faire qui modifiera l'orientation qu'on donne à ces enfants et adultes.

Nous avons parlé du modèle de la Saskatchewan et du Manitoba, et je ne sais pas si celui-ci comporte une démarche à plusieurs volets. Je ne le connais pas bien. Vous avez parlé des données, et du fait que les normes concernant ces données ne sont pas appropriées; du fait que les données peuvent donner lieu à de la confusion du fait qu'elles n'ont pas été compilées de façon uniforme. Comment faire pour obtenir des données prévisibles à traiter? Quel est le rôle du

gouvernement fédéral si la question se résume au choix d'un mode de vie et à la planification communautaire?

• (1705)

Mme Cora Craig: Wow.

Je vais commencer; j'espère pouvoir aborder quelques-uns des nombreux points que vous avez soulevés. Nous pourrions ensuite consulter le groupe de témoins.

Oui, c'est une lourde tâche qui nous attend. Je dirais que ça nous a pris 50 ans, en réalité, pour trouver ces moyens ingénieux de nous débarrasser de nos tâches quotidiennes pour rendre notre vie plus facile. Nous en avons beaucoup profité. Nous ne répondons pas nécessairement aux besoins des gens qui se disent: « Je devrais faire plus de travail physique ». C'est possible de se remettre en forme en tondant le gazon, etc. Il est impératif que nous adoptions une vision à long terme.

Le gouvernement fédéral pourrait devenir le chef de file en faisant passer l'idée d'une solution pour les 20 à 50 prochaines années, plutôt qu'une solution pour quatre ans. La Coalition pour la vie active affirme que, pour faire évoluer les choses, il faudrait en réalité que nous envisagions un investissement d'environ 500 millions sur cinq ans, et que nous adoptions une vision large. Nous devrions faire bouger les choses et lancer un processus de suivi. Il nous faudra beaucoup de temps, et si le gouvernement fédéral pouvait faire preuve de leadership en ce sens — en faisant passer le message qu'il s'agit d'un engagement à long terme, que nous envisageons une modification profonde de la société et des villes — et adopter une vision de collectivités durables qui permettrait à tout un chacun de se sentir en sécurité dans son milieu, je crois que cela nous ferait faire un grand pas en avant.

La tâche ne va pas être facile, et nous devons tirer des leçons au fur et à mesure: c'est pourquoi je proposais qu'on réserve de 15 à 20 p. 100 des fonds pour l'évaluation des projets, de façon que nous puissions tirer les leçons et partager les idées qui fonctionnent.

• (1710)

M. Mark Tremblay: Je souhaite aborder très rapidement deux points.

Premièrement, ce qui est facile est attirant, mais aussi destructeur. Nous devons faire passer ce message. Nous avons érigé en norme le fait de ne pas cuisiner, mais vous savez, à l'époque où les gens travaillaient physiquement toute la journée, ils étaient fatigués, et il n'y avait pas de Lunchables, etc. Nous devons donc lancer ce message et éduquer les gens en ce sens.

Mon deuxième point porte sur la collecte de données. L'Enquête canadienne sur les mesures de la santé, qui sera réalisée par Statistique Canada en février, a été financée — une fois seulement — pour permettre de recueillir des données sur 5 000 personnes au pays, de façon qu'on dispose de mesures directes de la santé des Canadiens. Il s'agit de la première et de la seule enquête globale fondée sur des mesures directes de la santé jamais réalisée au pays.

Ian a parlé du fait qu'il est embarrassant pour nous de se comparer non seulement aux États-Unis, mais à des pays comme le nôtre. Nous avons beaucoup de retard à cet égard. Nous pourrions financer l'Enquête sur les mesures de la santé de façon régulière, puisque nous obtenons plus que des données sur l'activité physique; nous obtenons des données de spirométrie, des données anthropométriques, nous recueillons des échantillons sanguins, des données de suivi biologiques. Il s'agit d'une étude très complète, pour laquelle il faut prévoir un financement continu.

Les fonds que nous consacrons à ce domaine équivalent au dixième des investissements américains. Un dixième même après ajustement pour compenser la taille différente des pays.

M. Ian Janssen: Je veux aborder rapidement la question du temps, qui est l'excuse que tous donnent pour ne pas être actifs.

On consacre aujourd'hui 25 p. 100 moins de temps aux tâches ménagères qu'il y a 15 ans. Par contre, on passe des heures devant l'ordinateur ou la télé, comparativement à avant. À mon sens, il s'agit d'une excuse minable. C'est une excuse, et non une justification.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur James Lunney, vous avez cinq minutes.

M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC): Merci, monsieur le président.

Je souhaite remercier chacun des témoins présents d'avoir lancé une conversation très stimulante. J'ai trouvé les exposés très intéressants.

J'ai feuilleté le bulletin de l'activité physique, mais je n'arrive pas à déterminer qui en est l'auteur. Est-ce que c'est Jeunes en forme?

Je vois dans ce document des idées très encourageantes, ainsi qu'une revue des différentes idées. Nous avons abordé certaines d'entre elles, comme les efforts déployés en Saskatchewan et ParticipAction. J'ai de très bons souvenirs de ParticipAction, du temps où j'étais à l'école. J'imagine que nous devons être prudents lorsque nous avons des conversations du genre « quand j'étais petit », mais c'est souvent là où il semble que nous souhaitions revenir.

Chose certaine, quand j'étais petit, à Winnipeg, nous étions toujours dehors. Nous vivions dans le secteur sud, qu'on appelle les Sticks. Les gens avaient des terrains d'une demi-acre ou de trois quarts d'acres, et nous étions tout le temps dehors. Nos parents avaient de la difficulté à nous trouver. Nous grimpons aux arbres et courions dans les bois, et nous participions aux sports organisés, le baseball, le hockey, tout. Puis nous sommes allés au secondaire, et tout notre groupe faisait la même chose, mais c'était comme ça à l'époque. Par la suite, nous nous sommes inscrits à ParticipAction, vous voyez.

Tout ça était bien donc, mais les temps ont changé, et, évidemment, nous nous préoccupons, comme certains de mes collègues l'ont mentionné, de la sécurité et de la sûreté de nos enfants lorsqu'ils marchent pour se rendre à l'école, qu'ils prennent leur vélo ou qu'ils sont seuls sur le chemin de l'école. À cause de la prédation qui a eu lieu dans certaines collectivités, les parents sont très inquiets de la sécurité de leurs enfants.

Je pense que si l'on reconnaît le fait que la société a changé, le point central de la discussion est de savoir comment reprendre ce type d'activités dans le nouvel environnement. Je constate qu'il y a des idées encourageantes. Vous avez demandé ce qui était le plus important. Il y a peut-être une chose que le gouvernement fédéral pourrait faire. Nous avons d'autres programmes, comme les programmes relatifs aux infrastructures municipales et rurales. Comme on l'a déjà suggéré, on pourrait créer un programme spécial, financé de façon conséquente par les trois ordres de gouvernement, dans le cadre duquel on encouragerait les provinces et les municipalités à former des partenariats pour la promotion de nouvelles idées sur la forme physique, des messages comme celui de ParticipAction.

Il y a toutes sortes d'installations que les collectivités peuvent adapter à leurs propres besoins. Dans notre région, il y a un planchodrome, et, au sein de ce segment de la population, les enfants passent des heures et des heures grimés sur leur planche dans ces

endroits, en faisant des acrobaties qui font peur à tout le monde. Dans notre temps il y avait des centres pour patins à roulette, et aujourd'hui, il y a les patins à roues alignées. Peut-être pourrions-nous créer un genre d'endroit pour ceux qui aiment ce type d'installation et pour encourager la participation. Nous pourrions aménager des sentiers pédestres, plus de sentiers, plus de parcours de corde, plus d'escalade et autres activités de ce type.

Par contre, il est certain que cela ne répondra pas à tous les besoins, mais si nous avons un programme qui permettrait aux gens de choisir quelque chose pour leur collectivité comme point de départ d'un effort soutenu sur plusieurs années, peut-être qu'il y aurait une chose que le gouvernement pourrait faire, et cette chose serait de mettre sur pied un cadre de participation pour les provinces et les municipalités.

Est-ce réellement ce que vous cherchez? Évidemment, nous parlions aussi de saines habitudes d'alimentation.

M. Ian Janssen: Je veux dire quelques mots seulement, puis je laisserai Mark et Cora répondre en détail.

Vous avez déjà entendu dire: « Construisez quelque chose, les gens viendront ». C'est vrai, mais dans une certaine mesure seulement. J'étais à Little Rock, en Arkansas, la semaine dernière, et il y avait un très beau sentier derrière l'hôtel où je me trouvais. Le sentier s'appelait la promenade du bien-être. J'ai passé trois nuits dans cet hôtel. Je suis allé courir trois fois. Chaque fois, j'ai passé environ 45 minutes dans le sentier. Au total, j'ai vu trois personnes sur plus de deux heures de course.

Mettre l'infrastructure en place et en disposer a donc un certain effet, mais ce n'est pas tout. Faire en sorte que les gens modifient leur comportement est une toute autre question.

• (1715)

Le président: Merci.

Tout le monde a eu l'occasion de poser des questions. Mme Bennett aimerait qu'on lui accorde un peu de temps, comme M. Batters. N'oubliez pas que nous devons donner suite à deux motions à la fin de la réunion, l'une d'ordre administratif, l'autre portant approbation du budget.

Poursuivons donc.

L'hon. Carolyn Bennett: En ce qui concerne les pratiques fondées sur des données probantes, je m'intéresse à la question de savoir de quel type de données nous avons besoin, je veux dire des données biométriques, sur la taille et le poids des enfants du pays. Comment pouvons-nous les obtenir? Procéderiez-vous par l'intermédiaire des médecins de famille, ou pensez-vous que nous pourrions le faire en ayant recours aux services de santé à l'école, par l'entremise des sous-ministres de la santé et de l'éducation de l'ensemble du pays?

Mon autre question porte sur l'infrastructure, que nous connaissons tous. Lorsque les ministres des Sports se sont rencontrés il y a quelques étés de cela, le secteur de la santé scolaire semblait avoir besoin de l'aide des ministres des Loisirs et du Sport pour s'assurer que l'on prévoit, dans le cadre de l'aménagement urbain, comme Penny l'a dit, que les fonds affectés à l'infrastructure serviraient aussi à aménager une piste cyclable et non seulement un édifice, de façon que les collectivités puissent élaborer des plans et obtenir un financement approprié.

Voilà donc les deux choses. Comment faire pour donner une orientation commune à tous les ministères, compte tenu du blocage au chapitre des sphères de compétence, et, par ailleurs, comment obtenir les données qui nous permettront de localiser les endroits du pays où l'on parvient à changer les choses en ce qui concerne la taille et le poids des enfants, de façon à montrer que nous finançons les idées qui fonctionnent et non celles qui ne fonctionnent pas?

Mme Cora Craig: Je serai brève.

En ce qui concerne le blocage, l'une des choses qui s'imposent est de faire de cette question une priorité au gouvernement.

J'ai participé au comité d'experts pour l'élaboration d'une stratégie mondiale pour le régime alimentaire, l'activité physique et la santé de l'Organisation mondiale de la santé. La solution chevauche de nombreux secteurs. Le fait que le Comité permanent de la santé aborde cette question est une très bonne initiative, et cela montre l'engagement du gouvernement. Le gouvernement pourrait aussi le faire en mettant sur pied un comité interministériel et en affectant véritablement toutes les ressources possibles pour tenter de résoudre le problème.

Comme vous l'avez dit au sujet du suivi, les ministres du Sport des provinces et des territoires et le ministre fédéral de la Santé ont affecté des ressources pour une période de trois ans dans le but de mesurer objectivement le taux d'activité physique des enfants du Canada. Nous aurons donc des données. Par contre, l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé est une autre initiative qu'il faut financer.

M. Mark Tremblay: De plus, nous avons besoin d'autres données que celles concernant la taille et le poids des enfants. Nous prenons de plus en plus conscience du fait que ces mesures peuvent vous raconter une histoire fautive si l'on ne connaît pas l'activité physique ou le niveau de forme physique de base ou le tour de taille d'une personne. Nous avons donc besoin de mécanismes fiables pour le faire.

On a récemment présenté une demande — vous en avez entendu parler dans les médias... Les sièges pour enfants ne sont plus suffisamment grands pour nos enfants dodus — on ne les fabrique pas de la bonne taille, mais nous ne savons pas jusqu'à quel point il faut les faire plus grands — la situation est la même en ce qui concerne les sièges dans les avions, et ainsi de suite. De quelle taille sont les gens en moyenne aujourd'hui? Nous ne le savons pas. Il y a des actions en justice en cours à ce sujet. Transports Canada y participe à certains égards. Nous n'avons aucune donnée qui pourrait permettre de constituer un échantillon représentatif à l'échelle nationale. Nous nous tournons vers d'autres pays pour obtenir ces données parce que nous ne disposons d'aucun mécanisme.

L'Enquête canadienne sur les mesures de la santé entame ce travail; ce n'est que le début, mais il faut affecter des fonds de façon permanente si l'on veut pouvoir obtenir une réponse à certaines de ces questions qui touchent d'autres ministères, et non seulement le ministère de la Santé.

M. Ian Janssen: Je souhaite rapidement ajouter quelques éléments au sujet d'un système utilisé au Royaume-Uni, dans le cadre du système scolaire, pour surveiller l'obésité. Les responsables de ce système effectuent des mesures périodiques. Il y a des infirmières au sein du système scolaire, ce qui fait que c'est un peu plus facile à mettre en oeuvre. Cependant, il serait possible de faire ce suivi au Canada. On serait à même de constater les différences régionales et de suivre certaines personnes au fil des années pour voir ce qui fonctionne dans des régions précises.

● (1720)

L'hon. Carolyn Bennett: Quelle est la situation en ce qui concerne le financement de l'enquête sur les mesures de la santé?

M. Mark Tremblay: L'Enquête est financée par l'intermédiaire de l'initiative Carnet de route de l'information sur la santé de l'Institut canadien d'information sur la santé. On dispose d'une part du financement nécessaire pour effectuer l'enquête une fois, à partir de février prochain, ce qui prendra deux ans, au rythme de 2 500 échantillons par année. De nombreux secteurs ont déployé des efforts pour tenter d'obtenir qu'on finance l'enquête de façon permanente, mais sans succès jusqu'à maintenant.

Le président: Merci.

Vous parlez au bon groupe expérimental, en ce qui concerne la taille des sièges d'avion, et la question de savoir s'ils sont trop petits. Le vote serait très rapide.

Monsieur Batters je vous accorde quelques minutes. De cette façon nous aurons le temps de donner suite aux deux motions.

M. Dave Batters: Monsieur le président, est-ce que Mme Demers ou Mme Priddy doit ajouter quelque chose, pour respecter l'ordre de parole?

Mme Nicole Demers: J'aimerais poser une question, mais je la poserai après vous. Ne vous en faites pas.

M. Dave Batters: D'accord, ça me semble une bonne idée.

Le président: Soyez très concis.

M. Dave Batters: Bien, j'essaierai donc d'être concis, monsieur le président.

J'ai une question rapide à poser à Mme Craig, puis je vous ferai part d'une pensée. S'il y a une ou deux choses dont nous n'avons pas parlé aujourd'hui, ou dont vous souhaiteriez souligner l'importance, — puisque nous allons rédiger un rapport, et c'est l'occasion ou jamais pour vous de nous faire part de ce qui doit absolument figurer dans ce rapport. En d'autres termes, y a-t-il quelque chose qui, si ça ne figurait pas dans le rapport, voudrait dire que nous aurions tout à fait perdu notre temps. Je vous laisse y réfléchir. Est-ce que la pression est suffisante?

Madame Craig, je crois que nous sommes essentiellement d'accord, mais je suis humblement en désaccord avec vous sur un point, au sujet du crédit d'impôt à la forme physique des enfants. Je vous l'accorde, il ne s'agit pas d'un outil parfait. Ce n'est qu'un début. Par contre, c'est toujours mieux que rien. Je suis d'accord avec vous lorsque vous dites que certaines familles auront de la difficulté à, disons...

Le président: Je n'autoriserai pas un débat sur le fait que ce soit bon ou pas.

M. Dave Batters: Je veux poser une question, monsieur le président.

Le président: D'accord, mais faites-le rapidement. Puis nous écouterons la réponse à la première question, parce qu'il s'agit à mon avis d'une très bonne question.

M. Dave Batters: Oui, la première est la plus importante. J'allais leur accorder un peu de temps pour y réfléchir.

Je vous l'accorde, ce n'est pas facile pour certaines familles d'avancer disons 500 \$ d'un coup pour inscrire les enfants au hockey, par exemple. Je comprends très bien votre point. On étudie la question à l'heure actuelle, mais si nous pouvons faire les choses de la manière dont M. Tremblay l'a mentionné, c'est-à-dire que vous gardez le reçu lorsque vous allez à la patinoire publique et que vous dépensez 5 \$, vous mettez ensemble tous les reçus d'une année, et je pense que cela profiterait le plus aux familles à revenu moyen ou même faible, parce que, franchement...

Le président: Dave, vous avez posé votre question. Nous allons les laisser répondre.

Mme Cora Craig: Je souhaite simplement apporter des éclaircissements au sujet de ma réponse: je ne suis pas contre le crédit d'impôt pour enfants. Je me préoccupe de la façon de l'appliquer et de ce que nous pouvons faire pour nous assurer qu'il est équitable.

Une des choses que j'ai dites au comité dans mon exposé en ce qui concerne l'évaluation est que nous avons besoin de mesures pour déterminer si nous encourageons aussi la participation, et non seulement l'achat d'équipement qui peut-être ne sert pas. Alors lorsque les reçus d'impôt sont remplis, et les organisations doivent le faire, peut-être pourraient-elles indiquer simplement aussi le nombre d'heures que doit durer le programme et si les enfants y ont participé, de façon à permettre au gouvernement de mieux évaluer les répercussions du crédit d'impôt, et non seulement l'instrument financier.

Le président: Des commentaires au sujet de la première question? Soyez très brefs, puis nous passerons à la question suivante.

M. Mark Tremblay: Ma liste de recommandations comporte les éléments que je crois essentiels à votre rapport.

Le président: Merci.

Mme Cora Craig: Je vais vous fournir aussi mes diapos et un mémoire.

Le président: Merci.

M. Ian Janssen: Ma seule recommandation est que nous avons besoin d'une contribution importante de la part de tous les ordres de gouvernement et de plusieurs secteurs, sur une longue période. Il s'agit d'une question complexe. Il faudra déployer des efforts importants pour résoudre ce problème complexe.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Demers.

[Français]

Mme Nicole Demers: Merci, monsieur le président.

J'aimerais savoir si vous connaissez le plan d'action élaboré par le gouvernement du Québec en collaboration avec la Fondation Lucie et André Chagnon. Ce plan vise à développer différentes façons de combattre l'obésité chez les jeunes. On a déjà commencé, je pense, à apporter certaines modifications sur le plan de l'alimentation dans les écoles.

Qu'en pensez-vous? Croyez-vous que l'on gagnerait à implanter un plan d'action similaire ailleurs?

• (1725)

[Traduction]

M. Mark Tremblay: Je connais le sujet, et il s'agit du genre de nature proactive qu'on aimerait beaucoup voir. Il y a une fondation, une fondation très riche, qui a fait un pas en avant, comme on l'a fait au Saskatoon District Health, et qui s'est dit nous n'attendrons pas que les autres secteurs emboîtent le pas et se disputent pour savoir qui devrait s'en occuper, et nous ne cherchons pas à éviter de nous asseoir à la table. Nous venons à la table. Et ils sont venus avec de gros sous, en plus d'avoir engagé cinq millions de dollars par année au cours des cinq prochaines années, je crois, pour une stratégie de promotion de l'activité physique et une stratégie de communication.

Ils font donc preuve d'un leadership énorme. Je ne connais pas la nature exacte de la relation entre cette formation et le gouvernement, et je ne sais pas si on constate un leadership comparable chez Kino-Québec ou au sein d'autres éléments du gouvernement, mais je crois que c'est énorme. Je pense qu'ils sont sur la bonne voie.

Le président: Merci beaucoup.

Au nom du comité, merci beaucoup d'avoir participé à cette réunion et d'avoir partagé vos connaissances et votre expertise dans le domaine avec le comité.

Nous souhaiterions nous réserver la possibilité de vous poser d'autres questions si le comité souhaite obtenir d'autres renseignements de votre part.

Je voudrais maintenant attirer l'attention du comité sur nos deux motions. L'une des deux est un avis de motion. En fait, M. Fletcher souhaite présenter une motion qui est plutôt d'ordre administratif.

Monsieur Fletcher, souhaitez-vous en parler?

M. Steven Fletcher: Oui. Il s'agit d'une motion d'ordre administratif. C'est quelque chose qui va de soi.

Dois-je la lire, monsieur le président?

Le président: Non, ne dites que ce que vous avez à dire à ce sujet.

M. Steven Fletcher: Il ne s'agit en réalité que d'une erreur typographique. Le rapport sur le syndrome d'alcoolisme foetal a été déposé au cours de la présente session plutôt qu'au cours de la session précédente, ce qui fait que l'échéance de 120 jours civils accordés au comité de la santé doit être changée dans le rapport déposé la semaine dernière.

Le président: Tout le monde comprend bien? Le ministère a donc 120 jours à partir du moment du dépôt, ce qui je crois était l'intention.

(La motion est adoptée) [Voir *Procès-verbaux*]

Le président: L'autre motion concerne le budget. La motion concerne en réalité le budget, de 82 000 \$, qui permettra de procéder aux huit séances sur l'étude concernant l'obésité chez les enfants.

Nous avons une motion. Quelqu'un veut-il en proposer l'adoption?

M. Dave Batters: J'en fais la proposition.

Le président: Tout le monde comprend? Il s'agit d'un budget de 82 000 \$

(La motion est adoptée) [Voir *Procès-verbaux*]

Le président: Merci beaucoup.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.